

Scan O.K.

Un cas

DE

HAUTE TRAHISON A MULHOUSE

(Episode de la guerre de Trente ans)

PAR

ERNEST MEININGER

Vice-président du Conseil d'administration du Musée historique de Mulhouse

2^{me} ÉDITION

MULHOUSE

Imprimerie Ernest Meininger

1906

171

A. 8. A
CENTRE DEP.
HIST. FAMILLES
11 21 1906

Scan O.K.

Un cas

DE

HAUTE TRAHISON A MULHOUSE

(Episode de la guerre de Trente ans)

PAR

ERNEST MEININGER

Vice-président du Conseil d'administration du Musée historique de Mulhouse

2^{me} ÉDITION

MULHOUSE

Imprimerie Ernest Meininger

—
1906

II.

UN CAS

DE

Haute Trahison à Mulhouse

(Episode de la guerre de Trente ans)

PAR

ERNEST MEININGER

Il existe dans les archives de la ville de Mulhouse, parmi les dossiers assez nombreux classés sous la rubrique Criminalia, une liasse de documents ayant trait à un procès politique intenté à un bourgeois du nom de Jean-Philippe Zichle, vers le milieu du XVI^e siècle. Grâce à l'obligeance de notre confrère et ami, M. Edouard Benner, archiviste municipal, nous avons pu étudier ces pièces qui, complétées par les renseignements contenus dans les Rathsprotokoll, les Missivenprotokoll et les lettres de Bâle, de Zurich et de la Généralité de Brisach y ayant trait, nous ont permis de reconstituer la physionomie d'un cas fort intéressant de haute trahison, dont nos annales ne font aucune espèce de mention.

Il est curieux que nos chroniqueurs, d'ordinaire assez prolixes, l'aient passé sous silence, alors que son importance politique était réelle et que le personnage en cause n'était pas le premier venu. Fils de greffier-syndic et lui-même notaire impérial, Jean-Philippe Zichle était, en effet, comme son frère cadet, gendre de bourgmestre, toutes circonstances qui en faisaient évidemment un personnage d'une certaine importance.

Ce mutisme s'explique toutefois quand on étudie tous les détails de cette affaire, dans laquelle le rôle du gouvernement de l'époque n'est pas toujours exempt de critique. L'historien impartial est surtout frappé d'un fait, c'est que les dirigeants d'alors aient cru devoir imputer à crime à leur malheureux bourgeois une conduite qui ne différait guère de la leur. Ils lui reprochaient notamment de s'être mis au service des Suédois et d'avoir cherché à en tirer profit. Or, la ville de Mulhouse n'a-t-elle pas agi semblablement, quand elle s'est fait adjuger, à la même époque, par ces mêmes Suédois, vainqueurs du pays, les trois villages de Brunstatt, de Riedisheim et de Pfastatt ?

On peut certes établir une distinction entre les deux cas et démontrer toute la différence qui existe entre les actes d'un gouvernement soucieux de ses intérêts, c'est-à-dire ceux d'une collectivité, et les agissements d'un simple particulier trop souvent peu scrupuleux dans le choix des moyens qu'il employait dans la lutte pour l'existence. Mais l'on ne peut s'empêcher de trouver que la répression finale a été fort dure.

Il est vrai qu'aux époques troublées, comme l'était celle de la guerre de Trente ans, la clémence n'est pas une vertu dominante aussi bien chez les peuples que chez les gouvernants. L'incertitude du lendemain et les passions déchaînées pèsent alors d'un singulier poids dans la balance de la Justice humaine.

Quoi qu'il en soit, l'existence du héros de ces pages fut toute entière une lutte constante contre les hommes et les événements, avec un dénouement singulièrement tragique. Notre notice en sera la narration fidèle, telle que nous l'ont fournie les documents consultés.

Jean-Philippe Zichle était le second des six enfants (dont quatre nés à Mulhouse) du greffier mulhousien Jean-Georges Zichle¹, bourgeois de Bâle, et de Marguerite Pfeileisen, dite Muller (fille de Chrétien Muller, l'imprimeur strasbourgeois). Il naquit, vers l'année 1585, à Strasbourg², où ses parents s'étaient mariés le 26 août 1583, et où ils résidèrent jusqu'au moment où le père fut appelé au poste de greffier-syndic de Mulhouse, en 1589, à l'issue de la malheureuse affaire des Fininger.

Nous avons consacré ailleurs³ une notice biographique détaillée au père Zichle, fonctionnaire distingué, qui, pendant plus de trente années, géra les affaires de la ville avec beaucoup de zèle et de dévouement, et rendit de grands services à la chose publique. Il fut chargé de nombreuses missions diplomatiques délicates et s'en acquitta avec talent, jusqu'à sa mort qui survint le 4 mars 1620.

Jean-Philippe paraît s'être voué à la même carrière que son père. Toutefois, il ne fit pas d'études universitaires comme celui-ci (qu'on trouve inscrit à l'Université de Bâle

¹ Celui-ci avait lui-même pour parents, Jean-Georges Zichle, économe du collège inférieur de Bâle († 24 août 1598), et Salomé Mutschlin. Originaire de Francfort-s/Mein, ce dernier vint se fixer à Bâle, où il fut reçu à la bourgeoisie le 12 décembre 1549 et où sont nés tous ses enfants, à l'exception toutefois du futur greffier mulhousien, qui paraît être venu au monde au dit Francfort, avant 1549. (Communication obligeante de M. Guill. Mérian-Mesmer, de Bâle).

² La naissance de Jean-Philippe n'a pu être retrouvée dans les anciens registres de paroisse de Strasbourg, où cependant sont consignés le mariage des parents, à la date ci-dessus indiquée, et la naissance d'un premier fils, du nom de Jean-Georges, sous la date du 20 décembre 1584. Cela tient certainement au fait que le registre de baptême de la paroisse de la cathédrale, de 1585 — année où il est né —, manque dans la collection des archives municipales. (Communication obligeante de M. le Dr Winkelmann, archiviste de la ville de Strasbourg).

³ Voir *Le Vieux Mulhouse*, tome I. Sa biographie est toutefois à compléter avec les renseignements des notes 1 et 2 ci-dessus, dont nous n'avions alors pas encore connaissance.

de 1566 à 1567), mais dans le *Missivenprotokoll* de Mulhouse, on constate par une lettre du greffier à Georges Bony, maire de Montbéliard, datée du 29 août 1600, qu'il séjournait dans cette ville depuis six mois déjà « en qualité d'échange » chez le sieur François Marchant, afin d'y apprendre la langue française. Le contenu de cette lettre nous apprend aussi que Jean-Philippe, sur le conseil de quelques mauvais garnements, avait vendu une vieille médaille commémorative en argent provenant des parents du père et qu'on lui avait donné en souvenir lors de son départ de Mulhouse. Le greffier, y tenant beaucoup, pria le maire de Montbéliard d'user de son autorité pour racheter la médaille des mains du capitaine Mentzinger, entre lesquelles elle était tombée.

Cet incident de jeunesse, sans grande gravité, mérite d'être signalé, car il nous expliquera mieux plus tard le caractère de l'homme fait, accessible aux mauvaises influences.

Fin décembre de la même année, il est de retour à Mulhouse, où son père le prend chez lui à la chancellerie. En 1608, sous la date du 10 janvier, il est reçu membre de la tribu des Tailleurs¹ et, le 12 décembre suivant, il se marie. Le contrat de mariage est daté du 8 juillet et contient quelques stipulations intéressantes à retenir. Il est dit d'abord que la fiancée, Ursule Pfirter, fille du bourgmestre-régent Jean-Ulric Pfirter, et d'Ursule Schœn (celle-ci également fille du bourgmestre Jacques Schœn), reçoit en dot 100 thalers, chacun compté à 72 kreutzers, plus un lit complet avec tous accessoires, valant environ 40 florins (à raison de 15 batz l'un). Le père du fiancé s'engage, de son côté, à prendre les jeunes époux chez lui pendant une année entière, à ses frais, à charge, pour le fils, de l'assister avec zèle et

¹ Son père y avait été admis le 3 janvier 1592, et son frère Jérôme le fut plus tard, le 14 août 1614.

fidélité, dans toutes les affaires de la justice, du conseil et autres questions incombant à la chancellerie. Au bout de cette année, le père lui versera 100 thalers, et lui donnera un lit complet de même valeur que celui de la future et, en outre, tous les objets nécessaires à un ménage.

C'était là un début heureux pour le fils Zichle, tant au point de vue pécuniaire qu'à celui de l'union contractée, qui l'apparentait aux meilleures familles patriciennes de Mulhouse et qui lui assurait toutes les chances d'obtenir plus tard la charge de son père. Le mariage du frère de Jean-Philippe, Jérôme Zichle, son cadet de huit ans, qui épousa, le 8 juillet 1614, Anne Hartmann, fille du bourgmestre Antoine Hartmann, acheva de classer la famille dans de bonnes conditions sociales.

Mais les prévisions humaines les mieux combinées sont soumises à la fatalité de la destinée et notre héros dut en faire la cruelle expérience. A la mort de son père, qui survint le 3 mars 1620, Jean-Philippe Zichle se vit évincé de l'office vacant, auquel de longues années de collaboration active lui donnaient des droits de priorité incontestables. On lui préféra Jacques Henric-Pétri, de Bâle, le futur auteur de la première chronique de notre ville, qui, à part ses mérites réels, avait aussi celui d'être issu d'une des premières familles de sa ville natale et d'être chaudement recommandé par les autorités bâloises. Mulhouse, par suite de l'affaire Fininger, avait ses finances peu prospères et le Dr Pétri, homme très riche, père du nouveau greffier, figurait en bonne place parmi les créanciers de la ville. Il convient aussi de constater que les bourgmestres alliés aux Zichle, ne vivaient plus lors du décès du greffier et étaient remplacés par des hommes nouveaux, que les mêmes considérations n'influençaient évidemment plus.

Il est naturel que l'évincement dont il fut l'objet, fut des plus désagréables à Jean-Philippe Zichle, et qu'il en garda

un ressentiment profond, et contre les autorités de la ville, et contre celui qui en fut la cause. Son irritation fut encore accrue par la manière dont, à son avis, le conseil liquida la succession matérielle de son père. La ville avait prêté à son greffier une somme d'argent, dont le total s'élevait à 2890 *fl.*, 18 *β* et 8 *ſ*. En sa qualité de créancière principale, elle ordonna la vente des biens délaissés qui ne produisit du reste pas de quoi couvrir entièrement la somme due, de sorte que les héritiers eurent encore à parfaire un solde de 195 *fl.*, 12 *β* et 3 *ſ*, payable au comptant.

Cette liquidation, qui ne paraît pas avoir été faite d'une manière strictement légale, fournira, onze ans après, à Jean-Philippe Zichle, le fond de ses constantes récriminations.

Quelle fut sa situation dans les premiers temps qui suivirent la mort de son père ? Obligé de renoncer à sa situation à la chancellerie, peu après l'arrivée de Pétri, il est évident qu'il dut chercher un autre gagne-pain pour subvenir aux besoins de sa nombreuse famille¹. Le seul renseignement précis à ce sujet nous est fourni par un brouillon de lettre de l'année 1641² qu'il destinait au président du tribunal de Spire, mais qu'il n'expédia pas à son adresse, ainsi que le constate une annotation. Dans cette lettre, Zichle dit qu'il s'était fait délivrer, en 1625, un brevet de notaire impérial par le sieur Grasser, *Comes Palatinus*, de Bâle, et qu'il voulut exercer sa nouvelle charge à Mulhouse, en vertu de la coutume admise par toutes les villes de la Confédération. Cela lui valut immédiatement un conflit avec le greffier Jacques Henric-Pétri, à propos d'un acte de vente qu'il avait rédigé pour le compte de Jean-Jacques Schoen et de Georges Berdot, les deux bourgeois de Mulhouse. Ceux-ci ayant présenté ledit acte pardevant le tribunal de la ville, Pétri

¹ A cette date, il avait déjà six enfants, chiffre qui fut plus que doublé par la suite. En effet, il en eut treize jusqu'en 1630.

² V. Appendice N^o 4.

s'en empara et le déchira en déclarant que Zichle n'avait pas le droit de rédiger de semblables pièces. Le conseil soutint son greffier, et Zichle dut renoncer à exercer à Mulhouse sa nouvelle activité, malgré la clause insérée dans son brevet, punissant d'une amende de 100 marcs d'or tous ceux qui le molesteraient à ce sujet, amende dont la moitié devait revenir à la partie lésée (Zichle), l'autre moitié au fisc impérial de Spire.

Malgré le peu de soutien que Zichle trouvait auprès des autorités légitimes, celles-ci ne pouvaient toutefois le laisser sans aucune espèce de compensation. Le poste d'organiste de Saint-Etienne étant devenu vacant, il se mit sur les rangs et fut agréé par décision du conseil du 4 avril 1627. Ses dispositions musicales étaient un héritage de famille : le père Zichle paraît, en effet, avoir été un musicien passionné, car, à son décès, il ne délaissa pas moins de cinq violons, une épinette double, deux harpes et une bibliothèque musicale importante. La charge d'organiste valut au fils Zichle un revenu annuel de 60 *fl.* stebler, en argent, et de 6 quartiers de grains à moudre. Toutefois, il dut fournir la caution ordinaire pour les avaries que pourrait subir l'orgue par sa négligence.

Nous devons ouvrir ici une parenthèse pour relater à grands traits un incident caractéristique de la vie publique de notre ville qui met bien en lumière le despotisme des hommes chargés alors de la direction des affaires.

L'année précédente, soit en 1626, avait éclaté à Mulhouse une crise financière qui faillit avoir des suites très graves et qui menaça un moment de susciter des dissensions intestines à l'instar de celle de 1587. Elle fut due à l'affaire de la Monnaie, entreprise malheureuse qui coûta fort cher à la ville et dont elle mit des années à se remettre. Deux Bâlois, Jean-Bernard Weitnauer et Jean-Ulrich Falckner, avait sollicité, dès l'année 1623, l'autorisation d'établir à Mulhouse

une frappe de monnaie. La concession leur en fut refusée nettement par le conseil. Mais les deux industriels ne se tinrent pas pour battus et, aidés par le Dr Pétri (père du greffier mulhousien), qui paraît avoir joué en tout ceci un rôle de banquier assez louche, ils intriguèrent après coup tant et si bien, que les trois bourgmestres et le greffier-syndic leur accordèrent la concession, à l'insu du conseil. Celui-ci se trouva un beau jour devant le fait accompli et dut ratifier, bon gré mal gré, le contrat intervenu sans lui. La nouvelle entreprise fut montée magnifiquement et les magistrats susdits, croyant y trouver de gros profits, y mirent successivement de grosses sommes, sans compter que l'Hôtel de la Monnaie fut construit en grande partie aux frais de la ville. Cependant, au bout de peu de temps, la monnaie de billon ayant subi une forte dépréciation, les quatre créanciers prirent peur et demandèrent aux monnayeurs le remboursement des avances faites. Ceux-ci n'étant pas en mesure de le faire, furent jetés en prison; mais comme ce qu'ils possédaient ne suffisait pas, au nouveau taux de l'argent, à couvrir les sommes prêtées à un taux élevé, les créanciers demandèrent à la ville de prendre la Monnaie à son compte et de les rembourser de ce qui leur était dû. Le conseil n'en voulut rien entendre, malgré une nouvelle intervention du Dr Pétri, qui affirmait qu'on ne courrait aucun risque.

La situation devenait fâcheuse pour les prêteurs, qui ne trouvèrent rien de mieux que de se délivrer entre eux des lettres de change de garantie, conçues de manière à faire croire qu'elles émanaient du conseil, dont elles portaient le sceau. Le Dr Pétri mit la sienne, qui s'élevait à la somme de 8000 *fl.*, en circulation à Bâle, où Jérôme Zichle, frère de Jean-Philippe, eut l'occasion de la voir. Partageant les rancunes du dernier et ayant lui-même eu à se plaindre des procédés du magistrat, quant à l'héritage de son père, il en demanda et obtint une copie qu'il rapporta à Mulhouse, où

il ne se fit pas faute de lui donner toute la publicité voulue. Les membres du conseil, mis au courant par une plainte que lui adressa Jérôme Zichle, déclarèrent tous, sous la foi du serment, ne rien savoir de cette lettre ni d'autres semblables et en déclinèrent toute responsabilité.

Par la même occasion, on constata que, depuis quelques années, la gestion des finances de la ville laissait beaucoup à désirer, que les charges allaient en augmentant malgré des emprunts et des rentrées de fonds sérieux, sans qu'on sût en réalité l'emploi qui était fait de l'argent. Les bourgeois s'émurent de cette situation et se refusèrent, en partie, à payer la taille avant qu'on n'eût rendu compte des deniers publics. Les choses empirèrent même au point que les Cantons protestants durent intervenir pour les arranger. Cela eut lieu à la satisfaction de tous, et les magistrats, apparemment plus imprudents que coupables, s'en tirèrent avec une sévère réprimande. Afin d'éviter la désunion dans la bourgeoisie et aussi par égard pour leurs familles, on les laissa en possession de leurs dignités et emplois, mais on mit à leur charge, comme de juste, les sommes prêtées par eux. Toutefois, sur le conseil des députés confédérés, la ville consentit à rembourser au Dr Pétri, de Bâle, la moitié de sa créance, soit une somme de 4000 *fl.*, en quatre annuités avec les intérêts, en échange de quoi elle devenait propriétaire de la Monnaie. C'est de cette affaire que date l'institution nouvelle des trésoriers, ministres des finances de la ville, dont la charge incombait jusqu'alors aux bourgmestres.

Si nous avons relaté ici cette affaire, c'est, comme déjà dit plus haut, pour démontrer l'état d'esprit des gouvernants de cette époque, qui semble bien prouver que la famille Zichle, et notamment l'aîné des fils, ne se jugeait pas tout à fait à tort victime d'un favoritisme notoire et d'un déni de justice avéré. Le sentiment d'être sacrifié aux intérêts et au parti-pris de ses supérieurs, aigrit aisément les caractères

les mieux trempés et le personnage qui nous occupe ne devait pas échapper à ce travers si humain.

Deux années après sa nomination aux fonctions d'organiste de Saint-Etienne, Jean-Philippe Zichle se livre à des opérations de négoce en blé, qui prennent immédiatement une fâcheuse tournure et qui vont compromettre sa situation financière. Le gouvernement d'Ensisheim avait interdit sur le territoire autrichien tout achat de grains en gros, sous les peines les plus sévères. Zichle, ignorant cette défense, — du moins il le prétendit, et la ville confirma le fait, — en avait acheté de fortes quantités au sieur Henri Kessler, économiste du grand célerier de Lutterbach. Sur la réclamation de la Régence, il fut cité, le 16 avril 1628, pardevant le conseil de Mulhouse qui lui infligea de ce fait une amende de 10 schillings et, comme il se défendit en termes déplaisants, on l'incarcéra dans le Walckenthurm. De son côté, Ensisheim le condamna à une amende de 600 florins. Le conseil de Mulhouse, connaissant la situation précaire de son bourgeois, décida, le 30 du même mois, qu'il y avait lieu d'intervenir en sa faveur et recommanda au duc Léopold d'Autriche le délinquant « homme très pauvre, demeurant chez sa belle-mère, personne d'un âge très avancé, et ayant une femme en couches et huit enfants à nourrir ». A cette lettre était jointe une supplique de Zichle, affirmant qu'il ignorait l'interdiction prononcée et en donne comme preuve le fait qu'il a acheté le blé *publiquement* à Lutterbach.

Il est probable que l'intervention des autorités mulhousiennes n'eut point de succès et qu'il fut forcé de payer l'amende dont il avait été frappé; car, dès le mois d'octobre suivant, l'on trouve Zichle dans l'impossibilité de satisfaire ses créanciers, dont le principal était précisément son vendeur de grains de Lutterbach. Le tribunal de Mulhouse, saisi de leurs demandes, est finalement obligé de faire droit à leurs réclamations. Le 4 mars 1629, il décide qu'il y a lieu

d'établir l'actif et le passif du débiteur, de faire l'inventaire de ses biens et de procéder ensuite à la liquidation générale, si toutefois il ne parvient pas à s'accommoder avec l'économe de Lutterbach. En cas de vente, les créanciers de la ville seront réglés en premier lieu, puis ceux du dehors, en procédant par ordre d'ancienneté des sommes dues.

Zichle parvint à obtenir un répit de son principal créancier, qui consentit à être payé en plusieurs termes, avec bonification d'intérêts. Cela lui fit gagner du temps, mais n'améliora guère sa situation. Au mois de janvier 1630, sa belle-mère étant venue à mourir, ses cohéritiers lui intentèrent, à leur tour, un procès pour des avances d'héritage. Le conseil parvint à arranger l'affaire à l'amiable. Deux mois après, Zichle n'étant pas en mesure de payer le premier acompte au sieur Henri Maignin, le nouvel économe de Lutterbach, obtient un sursis jusqu'à Pentecôte. A cette date, comme il n'est pas encore capable de faire honneur à ses engagements, le tribunal ordonne à nouveau la liquidation de ses biens. Nouvelle remise, le débiteur étant parvenu à emprunter des héritiers de Jean-Ulric Obermeier, de Bâle, une somme de 400 *fl.*

Mais c'était en somme reculer pour mieux sauter. Le 31 août 1631, sur la demande des héritiers du sieur Maignin, de Lutterbach, Jean-Philippe Zichle est déclaré en faillite. Les *zunftmestres* Jean Steinbach et Jean Wolff furent chargés de liquider sa situation et de régler ses dettes. Au mois d'octobre de la même année, ses créanciers du dehors se réunissent à Mulhouse et lui accordent encore six mois de répit pour la vente de ses biens. Ce sont les sieurs Emanuel Roetlin, de Colmar, Gintzer, de Bâle, au nom des héritiers de Jean-Ulric Obermeier, Samuel Finck, au nom de François Krämer, de Bâle, et Josse Grentzinger, de Mulhouse, représentant les héritiers de l'économe de Lutterbach.

A la même date (28 octobre 1631), le conseil décide qu'il y a lieu de délivrer à Jean-Philippe Zichle, *ancien* organiste, un congé dans la forme ordinaire. Cette démission paraît avoir été volontaire de sa part, car, au renouvellement annuel du gouvernement de la ville, qui eut lieu le 22 décembre suivant, on le trouve encore parmi les sexvirs de la tribu des Tailleurs, fonction qu'il exerçait déjà depuis quinze ans. Il est vrai que c'est la dernière fois qu'il occupe cette charge honorifique.

L'année suivante, il est encore quelquefois question de la liquidation des biens de Zichle, qui suivait son cours normal, sans incidents notoires. Pendant ce temps, notre homme ne resta point inactif et chercha à se créer une autre position sociale. Les événements de la guerre de Trente ans lui en fournirent les moyens. Le jour de la Saint-Barthélemy de cette même année (1632), les Suédois franchirent le pont du Rhin à Kehl et envahirent l'Alsace. Il leur offrit ses services, qui furent agréés, ainsi que le prouve une lettre des *Missivenprotocoll* du 25 janvier 1633, signée par le greffier Pétri, qu'il adressa à Zichle « présentement secrétaire du noble et vaillant colonel Sébastien de Harffe » et qu'il appelle à cette occasion « monsieur mon cher beau-frère ». Cette dernière qualité ne doit pas être prise à la lettre, elle était aussi usuelle que celle de « cher frère » et ne signifiait qu'un certain lien de parenté entre l'auteur et le destinataire d'une lettre. Cette parenté existait réellement, mais nous n'avons pu en établir exactement la nature ¹.

Le concours prêté par Zichle aux vainqueurs des Impériaux lui valut nécessairement leurs bonnes grâces. Les Sué-

¹ On verra plus tard, lorsque Zichle sera cité devant le tribunal criminel, que Pétri est récusé comme juge, avec d'autres membres du conseil, en raison de sa parenté avec l'accusé.

dois, maîtres de l'Alsace, y organisent leur administration et s'emparent partout des biens de ceux des ordres religieux qui avaient pris fait et cause contre eux. Au commencement du mois de mars 1634, leur résident Mockel et leur maître des finances Louis Fritz, de Colmar, demandent aux autorités mulhousiennes de reconnaître leurs droits sur la maison que l'ordre de Saint-Jean possède dans leur ville, dont le commandeur, Hartmann von der Tann, s'est mis avec leurs ennemis, et pour l'administration de laquelle ils ont déjà nommé un économe. Cet homme n'était autre que notre Jean-Philippe Zichle. Le conseil, sous la date du 12 du même mois, décide que c'est là une affaire dont il n'a point à se mêler.

Cependant, malgré son désir de neutralité entre les deux belligérants, cette affaire de Saint-Jean ne laissa pas que de susciter par la suite des ennuis à la ville, dont elle rendra, à tort ou à raison, responsable plus tard le malheureux Zichle, qu'elle traite d'économe intrus (*der wilde Schaffner*). En effet, le samedi 15 mars, le sieur Louis Fritz se présente personnellement pardevant le bourgmestre et le conseil de Mulhouse et leur déclare que le résident Mockel et lui, ayant appris qu'un de leurs bourgeois a fait enlever de la maison de Saint-Jean des caisses appartenant au commandeur rebelle, avec l'intention de les faire transporter dans son couvent de Francfort-s/M., il a reçu ordre dudit résident de se rendre à Mulhouse et de demander au magistrat qu'il intervienne pour faire réintégrer ces caisses à leur place primitive. Le conseil cita pardevant lui Jean-Henri Engelmann, auteur de l'enlèvement, qui s'offrit à les faire remettre en lieu et place. Les bourgmestres Pétri, Gaspard Dollfus et le docteur Chmiecius furent ensuite députés auprès du résident Mockel, pour obtenir de lui que ces caisses fussent scellées, et qu'on ne les ouvrirait pas avant d'avoir entendu les justifications du commandeur.

L'intervention du sieur Jean-Henri Engelmann, dont il vient d'être question, dans cette affaire de la commanderie de Saint-Jean, s'explique par le fait que l'économat de la maison de Mulhouse était depuis dix-huit ans entre les mains d'Elisabeth Fininger, successivement veuve d'Engelbert Wehrner, de Daniel Finck et de Jean Cuntz, lesquels avaient été précédemment tous les trois investis de cette charge depuis 1567. Comme Elisabeth Fininger était fort âgée à l'époque dont nous parlons, elle avait pris un fondé de pouvoirs pour la seconder dans sa gestion, lequel n'était autre que Philippe Engelmann, membre du conseil et père du dit Jean-Henri Engelmann. Ce dernier était du reste postulant de la charge, car, dès 1635, il est nommé économe en titre par le commandeur de Saint-Jean, en remplacement de Zichle, à qui sa courte gestion ne profita guère, au contraire. Elle ne lui valut que des inimitiés en plus, qui n'étaient pas précisément faites pour alléger la posture fâcheuse dans laquelle nous le trouverons plus tard, en 1642.

En quittant la salle du conseil, Louis Fritz se rendit à la commanderie, où Engelmann rapporta les caisses litigieuses. Sans se préoccuper des désirs et des protestations des autorités mulhousiennes, il les fit ouvrir séance tenante, en retira l'argent et les valeurs qu'il emporta à Colmar, après quoi seulement il fit apposer les scellés. Le lendemain, le résident suédois écrivit à Mulhouse, pour informer le magistrat que l'argent enlevé lui était bien parvenu, qu'il avait été compté en présence de deux membres du conseil de Colmar et qu'une spécification par écrit en avait été dressée. Au surplus, il pria MM. de Mulhouse de veiller à ce que personne des gens du commandeur ne touchât aux caisses, en quelque manière que ce fût.

La ville jugea prudent d'informer ses confédérés de Zurich de ce qui se passait. Ceux-ci lui recommandèrent une extrême

prudence en la circonstance, tout en lui conseillant de prendre bien garde de ne pas « indisposer des gens qui étaient ses amis, en faveur de gens qui ne l'avaient jamais été ». Zurich exposa l'affaire à la diète des Cantons protestants qui se réunit le mois suivant à Aarau, et qui écrivit au magistrat de Mulhouse pour l'engager de demander aux Suédois, revendiquant les biens mis en sûreté dans ses murs par les alliés des Impériaux, de bien vouloir ménager leur ville, sous ce rapport, dans l'intérêt de sa sécurité. Mulhouse suivit cet avis et prévint en outre les nobles, les religieux et les paysans qui avaient transporté leurs biens en ville, de ce qui se passait et leur conseilla de s'arranger eux-mêmes directement avec leurs ennemis.

Sur l'intervention de M. de Vialar, ambassadeur de France en Suisse, le magistrat adressa ensuite, le 7 mai 1634, une requête au général Othon-Louis, comte palatin du Rhin, le priant de vouloir appuyer auprès des Suédois les revendications du commandeur von und zu der Tann, relativement à la restitution de l'argent et des objets de valeur enlevés de la maison de Mulhouse par le maître des finances et l'économe suédois, malgré l'opposition des autorités locales.

Cette requête ne fut pas accueillie favorablement, car, trois semaines après, le conseil décida que si le rhingrave Othon-Louis maintenait ses prétentions sur les biens de l'abbé de Lucelle, du chapitre de Bâle et de l'ordre Teutonique, et si le commissaire Brombach délégué par lui pour s'en emparer, procédait effectivement à leur enlèvement, on laisserait faire ce dernier tout en protestant, s'en remettant à la Providence pour le reste. Un mois plus tard, on dut aussi laisser faire Zichle, qui s'empara des biens étrangers réfugiés à Illzach et qui, en juillet, revendiqua certaines dîmes de même nature échues dans ce village.

Quelque temps après, Jean-Henri Engelmann fut nommé économiste provisoire¹ de la maison de Saint-Jean à Mulhouse, par le commandeur von der Tann. Sur sa demande, le conseil rendit un arrêt, le 7 octobre, lui promettant la protection de la ville pour la rentrée des créances de l'ordre, en même temps qu'on avisait Jean-Philippe Zichle de ne plus disposer des biens du commandeur, sous les peines les plus sévères. Cette défense venait un peu tard, car Zichle dut avouer que les Suédois avaient déjà fait enlever les fameuses caisses. Comme il avait négligé d'en informer les autorités mulhousiennes, on lui déclara que quoi qu'il en advînt, on le rendait responsable des suites possibles.

Sur ces entrefaites, le magistrat reçut du commandeur von der Tann une missive conçue dans des termes plutôt vifs. Il lui fut répondu qu'on passerait sous silence ses menaces et ses propos peu bienveillants, que la ville avait, dans le temps, fait opposition à l'enlèvement de ses caisses, mais sans succès, la présence des Suédois ne lui ayant point permis d'user de moyens de rigueur. D'ailleurs, il n'avait qu'à mieux s'occuper lui-même de ses affaires et qu'il avait eu tort de mettre ses biens sous la protection d'une femme d'un âge très avancé et presque tombée en enfance. Au surplus, la ville s'était inquiétée de la situation des établissements religieux possessionnés chez elle, à preuve qu'elle a écrit en son temps au marquis de Bourbonne, gouverneur de Montbéliard, pour lui demander s'il n'y avait pas lieu d'y réinstaller des économistes réguliers, à quoi celui-ci avait répondu qu'il voulait auparavant s'enquérir de ce qu'en pensait le roi de France et qu'il lui communiquerait ensuite la réponse. Mais, du moment que le commandeur le prenait sur ce ton, elle regrettait ce qu'elle avait déjà fait en sa faveur et se désintéresserait dorénavant de tout.

¹ La nomination fut confirmée définitivement le 9 juillet 1635.

Plusieurs mois se passèrent encore sans modifier la situation. C'est seulement vers le milieu de l'année 1635 que l'affaire prend une tournure favorable aux maisons religieuses. A la date du 25 juin, le conseil de Mulhouse notifie au sieur Zichle d'avoir à quitter la cour Saint-Jean, en lui promettant un certain dédommagement pour les dépenses y faites par lui. Le 15 juillet, nouvelle sentence qui ordonne à Jean-Philippe Zichle, économe suédois, et à Jean-Henri Engelmann, économe du commandeur, de s'arranger ensemble à l'amiable au sujet de l'avoine ensemencée par le premier dans le jardin de la commanderie. Quant aux frais de la construction qu'il réclame, il doit se faire rembourser par ceux qui l'ont nommé.

Zichle dut nécessairement obtempérer à un ordre aussi formel et procéder au déménagement. Celui-ci lui valut encore quelques ennuis. A la suite des réclamations du commandeur, sommation lui fut faite, le 11 septembre, sur la foi de son serment de bourgeois, d'avoir à livrer à Jean-Henri Engelmann, tous les mobiliers de la cour Saint-Jean qui en avaient disparu, ou de prouver par des documents authentiques où ils avaient passé. En cas de nouvelle plainte de la partie lésée, on le menaçait de procéder vis-à-vis de lui pour manquement à l'honneur et à ses devoirs.

Sa seconde tentative de se créer une position à Mulhouse, en dehors du concours des autorités, échoua de la sorte aussi piteusement que la précédente.

Tout cela n'était guère fait pour calmer un homme aigri par la malechance et se prétendant, non sans quelque raison, la victime des menées de certains de ses concitoyens haut placés. Quelques mois après, nous le trouvons en instance auprès du conseil, entre les mains duquel il a déposé une plainte sur la manière dont la liquidation de ses biens a été faite naguère. Il réclame entre autre une somme de 36 *fl.* 10 *ß*, lui restant encore due sur la vente de sa maison,

et demande qu'elle soit remboursée, soit par l'acheteur Jean-Gaspard Dollfus ou par le liquidateur Jean Steinbach. Une entente à l'amiable n'ayant pas abouti, le conseil jugea le litige en dernier ressort et donna gain de cause à Zichle, en condamnant le liquidateur au paiement de la somme réclamée.

Pendant quelques années, on n'entend plus parler de Zichle, que la ville a réintégré entre temps dans ses anciennes fonctions d'organiste, mais aux émoluments réduits de moitié. En 1640, on le retrouve de nouveau au service étranger, en qualité de receveur de la dîme militaire, nouvellement imposée aux paysans par le directeur de Brisach. Le 3 juin, le conseil l'invite à cesser ses fonctions et le prévient que s'il devait accepter la charge de landweibel, on le déclarera déchu de ses droits de bourgeoisie à tout jamais et frappé de bannissement. Le 6 juillet, nouvelle sentence du conseil portant que Zichle, s'étant de rechef occupé d'affaires de dîmes étrangères, malgré sa promesse contraire, on lui donne un mois pour s'en désister entièrement, sinon l'arrêt du 3 juin sera mis à exécution, sans nouveau répit; toutefois cette dénonciation du droit de bourgeoisie ne touchera en rien ses enfants, vu qu'ils sont innocents de la conduite inqualifiable de leur père. Au mois d'août, l'avis lui est renouvelé pour la dernière fois.

Cette mise en demeure formelle calma Jean-Philippe Zichle, en apparence du moins, pendant quelque temps. Mais ses ressentiments anciens renaissaient après l'échec de ses tentatives de revanche contre l'adversité et, l'année suivante, nous le retrouvons en contestations avec l'ordre de Saint-Jean, à qui il réclame le remboursement de ses dépenses pendant sa gestion d'économe et qu'il a cité devant la justice du roi de France, allié et successeur, en Alsace, des Suédois. Pour le coup, Zichle cesse d'être imprudent pour devenir maladroit. Son serment de bourgeois lui inter-

disait, de la manière la plus formelle, l'appel à une juridiction étrangère. En s'adressant à un autre tribunal que celui de Mulhouse, même quand il s'agissait de prétentions contre un étranger, il se rendait coupable du crime de haute trahison. Dans le cas particulier, l'affaire devenait pour lui d'autant plus grave que les ordres religieux ayant un établissement à Mulhouse, n'étaient en réalité pas des étrangers pour la ville, vu qu'ils jouissaient depuis longtemps déjà du droit de bourgeoisie, circonstance que Zichle prétendit avoir ignoré. De fait, le conflit entre lui et le nouveau commandeur, Balthazar de Ramschwag, était un conflit entre bourgeois mulhousiens, ressortissant par conséquent de la seule compétence des juges de Mulhouse. Il fut cité, le 9 septembre 1641, pardevant le conseil pour se justifier, mais où son attitude « peu décente » et sa défense, tant verbale qu'écrite, « séditeuse », lui valut huit jours d'emprisonnement, la dénonciation de son droit de bourgeoisie et le bannissement à perpétuité pour lui et pour sa femme¹.

La situation devenait décidément critique pour le malheureux, qui toutefois, s'en tira cette fois-ci encore, grâce aux supplications de sa femme et de ses enfants et à l'intercession de sa parenté. Lui-même adressa, le 4 novembre, un mémoire justificatif aux autorités². Le conseil consentit, le 10 du même mois, à revenir sur son arrêt et à réintégrer Zichle dans ses prérogatives de bourgeois, mais il dut signer une lettre réversale et prêter solennellement le serment de se conduire dorénavant en sujet soumis et obéissant, de ne pas chercher à tirer vengeance de sa juste condamnation, ni ouvertement ou en cachette, ni directement ou indirectement, avec cette clause formelle que s'il violait ses engage-

¹ Nous avons vu plus haut que le conseil avait mis hors de cause les enfants. Mieux que cela, par ordonnance du 9 décembre 1641, le fils aîné, Jean-Ulric, est nommé organiste de Saint-Etienne, à la place du père.

² V. Appendice N° 2.

ments, il se reconnaissait d'avance coupable de parjure et de haute trahison et passible de la peine capitale¹.

Cette attitude repentante de Jean-Philippe Zichle n'était évidemment ni spontanée, ni sincère, mais dictée par la nécessité. Il avait amassé trop de rancune contre ses supérieurs, qu'il considérait depuis longtemps comme ses pires ennemis personnels, pour ne pas vouloir se venger d'eux. A peine avait-il fait amende honorable et signé la susdite lettre réversale, qu'il s'empressa de rédiger (le 20 novembre) un mémoire de ses griefs contre la ville de Mulhouse, destiné à un des avoués auprès du tribunal de Spire (*Kammergericht*), pour lui demander son avis sur la recevabilité de sa plainte auprès de ce dernier, se déclarant prêt, s'il y avait lieu, à dénoncer son droit de bourgeoisie et à quitter Mulhouse pour mieux poursuivre l'affaire. Cette pièce, que nous publions plus loin en appendice (N^o 4), ne partit point à l'adresse de son destinataire, ainsi que l'indique une annotation faite au dos par Zichle. Mais il la conserva par devers lui, car elle figure dans son dossier des *Criminalia*, avec les autres papiers saisis sur lui à Bâle et consignés sur un inventaire spécial².

Puis, à l'encontre de sa lettre réversale, par laquelle il s'engageait à ne plus occuper d'emplois étrangers, il quémanda, verbalement et par écrit, du service auprès de la Généralité de Brisach.

Le gouvernement de Brisach ayant décrété l'organisation d'une fabrique de salpêtre, Zichle obtint une partie de la livraison de ce produit. Mais, faute de moyens, il ne put tenir ses engagements et, sur la réclamation du gouverneur français, le général Jean-Louis d'Erlach, il s'en excusa, le 11 mai 1642, en alléguant les difficultés qu'il avait à se procurer des fonds à Mulhouse, où les autorités lui suscitaient ennuis et chi-

¹ V. Appendice, N^o 3.

² Idem, N^o 10.

canes et refusaient de faire droit à ses légitimes revendications. Et afin de se faire bien voir de ses nouveaux commettants, il ajouta à cette lettre d'excuses un mémoire exposant son avis sur différentes mesures productives à prendre contre un grand nombre de bourgeois et de sujets de la ville; entre autres, il suggérait l'idée, étant donnée la bonne récolte de l'année, de prélever de nouveau la dîme militaire, dite de la neuvième gerbe, dans les villages avoisinant Mulhouse, imposée naguère par les Suédois. Cet impôt eut surtout frappé les bourgeois de Mulhouse, dont beaucoup possédaient des biens dans lesdits villages.

Le gouvernement français, dont les relations amicales avec Mulhouse, membre de la Confédération helvétique, étaient déjà anciennes, ne crut pas devoir suivre les conseils intéressés qui lui étaient donnés et qui lui eussent créé des embarras inutiles. D'un autre côté, les procédés de Zichle n'étaient pas faits pour lui concilier les sympathies du général d'Erlach, qui entretenait avec la ville des rapports très amicaux, et qui s'empressa de l'aviser des menées de son bourgeois¹. Ce dernier, sans doute prévenu par des amis et voyant la partie perdue, s'expatria précipitamment et, se tournant d'un autre côté, essaya d'obtenir l'intercession de la Confédération en sa faveur. Il adressa, à cet effet, au magistrat de Berne un long mémoire, dans lequel il exposa en détail tous ses sujets de plainte². Ce fut peine perdue, les cantons protestants n'ayant ni le droit, ni l'envie de s'immiscer dans les affaires intérieures de leur allié.

Les événements, d'ailleurs, ne leur en auraient point laissé le temps, si même ils en avaient eu le désir. Jean-Philippe Zichle, en quittant Mulhouse, commit une nouvelle et dernière faute : celle de se réfugier à Bâle, où il descendit à l'auberge du *Lys*. Le conseil ne tarda pas à apprendre sa retraite

¹ V. Appendice, N° 6.

² Idem. N° 7.

et se basant sur les papiers plus que compromettants trouvés au domicile du fugitif, s'empessa de demander aux autorités bâloises l'arrestation du coupable et son extradition, requête que celles-ci accueillirent favorablement. Munis d'un sauf-conduit à travers le territoire occupé par les troupes françaises, que le général d'Erlach avait délivré sans difficultés à la ville¹, vingt bourgeois en armes allèrent, le 11 juin, c'est-à-dire neuf jours après son arrestation, prendre livraison de Zichle à Bâle, contre lettre réversale² déchargeant les autorités de cette ville de toute responsabilité quant aux suites de l'extradition accordée.

Arrivé à Mulhouse, Zichle fut jeté dans la prison du Walckenthurm et son procès instruit sur-le-champ. Il ne traîna point, car, dès le 22 juin, le Grand-Conseil (avec les sexvirs), fut convoqué à son sujet et, après lecture de l'acte d'accusation³ et de la lettre réversale signée par Zichle, et l'exposé de l'affaire dans tous ses détails, par le bourgmestre Pétri, l'assemblée rendit un jugement concluant à la peine de mort contre l'accusé et mettant l'exécution de cette sentence à la discrétion du conseil proprement dit.

Celui-ci mit Bâle au courant de cet arrêt et, sur son avis, adressa, le 28 juin, un mémoire détaillé de l'affaire aux Cinq cantons protestants réunis en diète à Baden, dans le but d'en obtenir la ratification de la sentence capitale prononcée. Ceux-ci répondirent par une lettre commune⁴, sous la date du 1^{er} juillet, disant qu'après avoir pris connaissance du mémoire, et du moment que les faits étaient de nature à mériter la peine capitale édictée, ils supposaient bien que la procédure suivie avait été conforme au droit et à la justice, de sorte qu'ils ne voyaient pas de raison de s'opposer au verdict et s'en rapportaient à eux en tout ceci.

¹ V. Appendice, N^o 6.

² » 8.

³ » 9.

⁴ » 11.

Dès lors, Zichle était perdu. Il le savait si bien qu'il essaya de s'évader, en creusant dans le mur fort épais du Walckenthurm¹ un trou d'environ une aune de profondeur, tentative que ses gardiens découvrirent toutefois à temps. Le 4 juillet, le conseil prit connaissance de la réponse des Cinq cantons et ordonna l'application de la question au condamné; le 7, il y eut une nouvelle réunion du Grand-Conseil, avec les sexvirs, pour lui communiquer l'assentiment des cantons protestants, après quoi celui-ci confirma la sentence de mort prononcée le 22 juin et décida la convocation du tribunal criminel (*Malefizgericht* ou *Blutgericht*). L'institution de cette juridiction suprême, qui siégeait sur la place publique, devant la façade de l'Hôtel de ville donnant sur la rue Mercière, n'était en réalité qu'une formalité, car ses membres étaient toujours choisis dans le sein du Petit- et du Grand-Conseil, sauf les Sept. Mais comme les débats étaient publics, ainsi que la défense, le tribunal offrait toute garantie d'impartialité et même certaine chance d'une condamnation moins sévère.

Le juges criminels de Jean-Philippe Zichle furent les suivants :

Philippe Engelmann, bourgmestre-régent; Jean-Luc Chmielecus, docteur en médecine, Jean Steinbach, Jean Dœbler, Antoine Hartmann, conseillers; Isaac Zuber, Jean-Henri Gutzwiller, Mathias Strassburger, Pierre Erlin, Michel Ziegler, Jean-Nicolas Cornetz, Jean-Henri Arlenspach, Jean-Henri Brustlein, Frédéric Thurneisen, Pierre Zetter, *zunftmestres*; Stanislas Wurth, Jacques Felhauer, Abraham Hirn, Hartmann Koechlin, Georges Weber, Michel Menckel, Jacques Schwartz, Apollinaire Pirr, Jean-Michel Sengelin, le vieux, sexvirs.

¹ Cette tour, située entre la Porte-Jeune et la Porte-Haute, sur les bords de la rivière du Fossé, avait son emplacement non loin de la rue de Lorraine actuelle.

Les Sept (*Sibner*) furent :
Etienne Hammer, Tobie Goetz, Michel Wolff, Jean-Wernhardt Gutzwiller, Jean Wolff, le mercier, Daniel Wetter, Thiébaud Zetter.

Le registre des délibérations du conseil indique les noms de ceux de ses membres qui, pour raison de parenté, durent être récusés en l'occurrence. Ce furent :

Jean Risler, Jacques Henric-Pétri, bourgmestres; Jean Freuler, Jean-Henri Grinæus, Jean-Jacques Schoen, Jean Risler, conseillers; Balthazar Degenfelder, Jean-Ulric Schlumberger, zunftmestres.

Ceux-ci durent, ainsi que les sexvirs non juges, se rendre à l'Hôtel de ville, « pour toute éventualité », dit le *Rathsprotocoll*.

Nous n'avons malheureusement pu trouver aux archives aucun document nous renseignant sur les débats de l'audience du tribunal criminel. On n'avait pas l'habitude d'en dresser le procès-verbal. Nous ne savons donc pas si Zichle s'est défendu lui-même, ou s'il avait un défenseur. Ce dernier cas est probable, car c'était la coutume. Tout ce que nous avons découvert, c'est l'acte d'accusation que nous publions plus loin, sous le N^o 9.

Quoiqu'il en soit, le *Malefizgericht* confirma la sentence capitale, qui devenait dès lors exécutoire le jour même, conformément à la jurisprudence de l'époque. Il ne restait plus au condamné qu'une seule chance de salut : le recours en grâce auprès du Grand-Conseil. Nous avons vu que tous les membres de celui-ci, qui ne fonctionnaient pas comme juges suprêmes, avaient reçu ordre de se rendre à l'Hôtel de ville et d'y attendre l'issue de l'audience criminelle, à la suite de laquelle le Grand-Conseil devait se réunir, afin de statuer sur les recours en grâce qui pouvaient se produire. Cette intervention en faveur du malheureux était inévitable et fut caractéristique, dans le cas particulier, car non seule-

ment sa femme, ses enfants et sa parenté s'y employèrent, comme c'était fort naturel, mais les trois pasteurs de la ville, Jean Brandmuller, Jean Bicæus et Daniel Hofer s'y associèrent d'une manière touchante¹. Ce fut en vain. Non seulement l'animosité contre Zichle était grande parmi les dirigeants d'alors, mais il semble surtout que le désir de se débarrasser d'un adversaire redoutable ait fait taire tout sentiment de clémence. On le savait intelligent et entreprenant, et l'emprisonnement à perpétuité rendait possible une évasion ultérieure, avec toutes ses suites de menées nouvelles, mettant derechef la ville dans le plus cruel embarras. Cela ressort clairement d'un passage de la lettre adressée, le 23 juin, par le magistrat de Mulhouse à celui de Bâle². Il ne faut pas oublier que le souvenir de la sédition de 1587 était encore bien vivant dans les esprits et que l'affaire de la Monnaie, plus récente, avait également ébranlé profondément l'autorité du gouvernement de la petite république. En outre, la guerre de Trente ans battait encore son plein dans nos contrées et toute intervention étrangère dans les affaires intérieures de Mulhouse, à laquelle les événements pouvaient donner les plus graves conséquences, était nécessairement une menace directe contre ses droits souverains. Or, avec un homme comme Zichle, qui ne pouvait arriver à ses fins qu'en suscitant une pareille intervention et qui avait prouvé qu'il la recherchait de toutes ses forces depuis des années, la crainte du lendemain devait peser de tout son poids sur les esprits surexcités d'alors. C'est ainsi que la raison d'Etat explique l'absence de toute clémence en l'occurrence.

Les sentences du tribunal criminel étaient, nous l'avons déjà dit, constamment exécutoires sur l'heure, lorsque le recours en grâce était rejeté. Jean-Philippe Zichle, à l'issue

¹ V. Appendice, N° 12.

² Idem N° 13.

de l'audience, qui avait eu lieu, suivant la coutume, le matin de bonne heure, attendit dans le violon de l'Hôtel de ville l'issue des démarches faites en sa faveur. On se figure aisément les angoisses du malheureux pendant ces courts instants de répit, alors qu'il ne devait guère se faire d'illusions sur le résultat final. Quelle fut son attitude, quand il apprit que sa dernière heure avait irrévocablement sonné et qu'il fut mené sur le lieu du supplice, escorté par le bourreau et les valets de justice, pendant que la cloche des trépassés lançait dans les airs son glas lugubre depuis l'instant où il se mit en marche jusqu'au moment où le glaive justicier fit son œuvre ? Nul document ne nous renseigne à cet égard. Nous ne savons que par le témoignage d'un contemporain¹ que l'exécution eut lieu hors la porte de Bâle, — sur l'emplacement occupé au dernier siècle par l'Hôtel de Paris — et que le corps du supplicié fut enterré à la léproserie².

Nous sommes arrivé au bout de notre récit. Les documents qui suivent, et que nous donnons dans leur texte original, complètent la physionomie de cette curieuse et intéressante affaire, restée, comme dit notre préface, inédite jusqu'à nos jours, malgré son importance politique incontestable.

La famille Zichle, continuée par les fils de Jean-Philippe, s'est éteinte à Mulhouse dans la première moitié du XVIII^e siècle. L'aventure tragique de leur père ne semble pas leur avoir nui dans l'estime de leurs concitoyens, car leurs descendants ne cessèrent pas de s'allier aux bonnes souches bourgeoises de la ville, sans que toutefois aucun d'eux joue par la suite un rôle marquant dans nos annales. On trouvera plus loin la généalogie de cette lignée.

¹ La chronique de la famille Engelmann.

² Celle-ci a disparu en 1846. Le jardin du docteur Jaeger, à l'angle de la rue de Riedisheim, se trouve à l'endroit qu'elle occupait jadis.

GÉNÉALOGIE
DE LA
FAMILLE ZICHLE

HANS GEORG ZICHLE
de Francfort † 24. 8. 1594
à Bâle
m.
SALOMÉ MUTSCHLIN

N. B. — Reçu bourgeois
à Bâle le 12. 12. 1549,
membre de la Schlüssel-
zunft, le 8. 12. 1553. En
1588, il est maître d'école
à St-Pierre.

HANS GEORG
vers 1548 † 3. 3. 1620
à Francfort s/M. à Mulh.
m. Strasbourg 26. 8. 1583
MARGARETHA PFEILEISEN
dite Müller
fille de Chrétien Müller,
imprimeur.
N. B. — Greffier-syndic
à Mulhouse, de 1589 à 1620.
Reçu bourgeois de Mul-
house le 6. 12. 1597
JOHANNES WIGAND
16. 11. 1550 †
Bâle

HANS
9. 11. 1552 †
Bâle

HANS CONRAD
18. 8. 1554 †
Bâle

ALEXANDER
7. 2. 1556 †
Bâle

HANS PHILIPP
17. 4. 1558 †
Bâle

SALOMÉ
28. 1. 1561 †
Bâle

BARBARA
22. 10. 1563 † vers 1610
Bâle
m. vers 1583

HANS JAKOB BREITSCHWERT
boulangier, à Bâle

HANS GEORG
20. 12. 1584 † avant 1598
à Strasbourg

HANS PHILIPP
vers fin 1585 † 13. 7. 1642
à Strasbourg
m. 12. 12. 1608
URSULA PFIRTER
fille de Hans Ulrich Pfirter,
bourgmestre
et d'Ursula Schœn

ROSINA
24. 9. 1589 †
m. vers 1614
JOSUA LINDT, tanneur
† 1625

SALOMÉ
1. 12. 1594 †
m. 11. 6. 1610
HANS GEORG RITTER,
pharmacien

HIERONYMUS
27. 8. 1592 †
m. 8. 7. 1614
ANNA HARTMANN
fille d'Anthoni H., bourg-
mestre et de Catherine
Huber et veuve de Peter
Christen

HANS GEORG
8. 2. 1598 †

HANSS GÖRG
31. 5. 1609 † après 1623
Le 8 Juillet 1623, son
père l'envoya comme ap-
prenti tonnelier à Colmar,
chez Joseph Steckh, Statt-
küeffer.

URSULA
26. 8. 1610 †

DAVID
1. 1. 1612 † 10. 12. 1684
m.
1) MADLEN ENDERLIN † 1661
2) SARA JSELIN (29. 7. 1661)
veuve de Martin Gisler

HANS ULRICH
14. 9. 1614 † après 1651
aubergiste à Illzach
m. Illzach 3. 11. 1641
ELSBETH DEGENFELDER

HANS PHILIPP
5. 3. 1617 †
SAMUEL
20. 6. 1619 †
ROSINA
10. 2. 1621 † avant 1630
ANNA
14. 5. 1623 † avant 1625

URSULA
14. 5. 1623 †
ANNA
30. 10. 1625 †

ELISABETH
30. 10. 1625 †
HIERONIMUS
19. 3. 1628 †
ROSINA
25. 4. 1630 †

MAGDALENA
23. 4. 1615 †
AGNES
26. 2. 1617 †

HANS GEORG
14. 11. 1619 †
CATHARINA
6. 8. 1623 †
ANTHONIUS
19. 7. 1626 †

ANNA
15. 2. 1629 †
PETER
3. 4. 1631 †

DAVID
5. 10. 1651 †
URSULA

19. 3. 1654 †
HANS ULRICH

3. 8. 1656 † ?
m. 27. 6. 1698
ROSINA TRUZ
HANS GEORG

9. 1. 1659 † 26. 1. 1732
m. 23. 5. 1701
SUSANNA NUFFER

SAMUEL
24. 4. 1661 †

ELISABETH
13. 8. 1642 † 31. 12. 1718
Illzach
m. 9. 2. 1660

JOHANNES ART
BALTHASAR

7. 1. 1644 †
Illzach
m. 25. 2. 1678
ELISABETH SCHMID, d'Illzach

HANNS ULRICH
27. 7. 1645 † avant 1651
Illzach

ANNA
7. 2. 1647 † 17. 12. 1725
Illzach
m. 31. 8. 1674

DANIEL FEER senior
MARGARETHA

2. 9. 1649 † 13. 10. 1712
Illzach
m. 26. 10. 1668

MARTIN HEILMANN
HANS ULRICH

12. 1. 1651 † 7. 10. 1698
Illzach Mulhouse
m. 4. 12. 1671
ELSBETH FEER

HANS GEORG
2. 3. 1702 † 25. 12. 1725
célibataire

ANNA URSULA
15. 2. 1705 †

ELSBETH
16. 10. 1672 † 3. 4. 1740
m. 27. 7. 1693
JOHANNES SCHEN

N. B. — Sauf indication contraire, toutes les dates de
la généalogie se rapportent à Mulhouse, à partir de 1589.

ARMOIRIES. — Les lettres de Jean-Philippe Zichle, du dossier des *Criminalia*, sont cachetées de trois sceaux différents, suivant les époques. Ils portent tous, dans l'écu et sur le cimier, un cheval effarouché. Pas d'indication de couleur du champ.

APPENDICE

Documents justificatifs

I.

Dem edlen, hoch- und wohlgelehrten Herren...

Beider Rechten Doctoren und Advokaten

bey der Keyserlichen Cammer zu Speyr, meinem besonders ehrenden Herren
zu überantworten. Speyr.

Edler, ehrenfester, hoch- und wohlgelehrter, insonders grossgünstiger, hochehrender, lieber Herr Doktor, demselben sind mein guttwillige Dienst und Gruss, mit Wünschung aller glückseligen Wohlfarth zuvor.

Was mir uff Absterben meiner geliebten Elteren seliger Gedechtnus von meinen Herren zu Mülhausen wider alle Billigkeit widerfahren, verursacht und zwinget mich dahin, dass ich E. Ex. umb günstige Hülff, Rath und gnedige Beförderung anzurueffen und mich zu beclagen nit kann underlassen. Und wurt erstlichen E. Ex. auss der Abschrift mit *L. A.* zu verstehen haben, ob derselbige getroffene Kauff, weylen gantz khein Buchstaben darüber ist uffgerichtet worden, in Crefften erkennt, oder ob die Herren von Mülhausen über solchen Kauff nit Werschafft zugeben schuldig seyen, und die Taxation und Liquidation des Costens, contra Herren Caspar von Lucinge ihme dem Besitzer undt Hauptschuldner Sig. Antonio Pio Bucio, auch in ihrem Costen haben überantworten sollen. Beyneben weylen besagte Herren von Mülhausen auss der gantzen Verlassenschaft sich *de facto* selbst bezahlt gemacht, ob nit meiner müeterlich Erbgut, weylen sie umb diesen Kauff gantz nichts gewusst, mir dasselbige vor aller Vergantung und Verkauffung aller liegender und fahrender Haab und Güeteren der halbe Theil darvon, sambt den 200 Fl. welches uns vor aller Theylung gebürt hat, an jetzt aber möchte bezahlt werden.

Demnoch so wurt auch E. Ex. auss einer Beylag mit *Littera B.* und *C.* samt auss einer Abschrift meines Instruments, dess Notariatsampts halben ablesend günstig zu vernemmen haben, was gestallten die Herren von Mülhausen samt ihrem Stattschreiber alhier, sich wider mich wegen erstbesagts meines Notariatsampts verhalten haben. Undt weylen ich eben alhier gar verlassen; auch disere Sachen weder zu Basel noch anderswo (in Bedenkung, dass ich noch alhier

verburgert), und wider einen noch den anderen (vermög meines Burger Eydts) zu berathschlagen nützet kann fürnehmen. Alss will ich E. Ex. hierin in disem meinem rechtmessigen Sachen gantz underthenig und dienstfleisig ersucht und gebetten haben, derselbige wolle sich von meinet wegen so viel bemhüen und annemmen, und disere Sachen consultieren lassen. Mir auch dasselbige ufs fürderlichist (wo müglich) nacher Colmar Herren Doctor Marten Froschesser überschickhen, welcher mir dasselbige auch noch unserer Abredt also balt wurt zukommen lassen. Besagter Herr D. Marten hat disere Sachen albereit auch übersehen, und darbey befunden, dass ich in alle Weg ein rechtmessige billiche Sach habe.

Wann nun mir den Ratschlag über dise hierin verleibte Puncten ehist wurde überlüferet, so habe ich in Willens alsobaldt mein Burgrecht alhie uffzukünden, und mein ehrlich Abscheidt zu begehren, daruff auch mich ufs fürderlichist, geliebts Gott, selbsten nach Speyr zu begeben, und alles mit E. Ex. Hülf und Rath, sowohl bei der keyserlichen Cammer, alss auch zugleich bei dem keys. Fiscal nach Notthurfft zubeclagen. Allein E. Ex. hierbey dienstfreündlich will gebetten haben, solches in geheim zu halten, biss ich dess Burgrechts und Eydts halben alhie entlediget wurt.

Dargegen erkenne ich mich gegen E. Ex. jeder Zeit sambt wer Ihme lieb ist zu allen freüntlich angenehmen lieben Diensten, auch gebürlicher nützlicher Danckbarkeit nit weniger schuldig dann gutwillig und bereit. Sonders will auch desselbige mit einer gutte Besoldung und Verehrung seiner gehabten Mhüe haben nach Gebür mit guttem Willen widerumben erstatten. Hiemit uns allenseits göttlicher Protection jeder Zeit befelhende.

Datum Mülhausen im Oberen Elsass, den 4. Tag July Anno 1631.

E. Ex. gantz dienst- und bereitwilliger

HANNS PHILIPS ZICHLE,

Burger und Keyserlicher geschworner Not.
in Mülhausen.

SPECIFICIERTE VERZEICHNUS

Aller Ansprachen, was weibland dess alten Stattschreibers Hanns Georg Zichle seligen zu Mülhausen sein Sohn und eintzige Erb, an die Herren der Statt Mülhausen noch zu fordern und zu prætendieren hat.

Erstens sollen mir Unterschriebenen meine Gn. Herren der Statt Mülhausen, wegen meines müeterlichen Erbguts halben, vermög deroselben Heüraths Abred, welche besagte Herren, neben andere

Documente undt Schrifften, bey Inventierung meines Vatters seelig gantze Verlassenschaft zu ihren Henden und Gewalt genommen: thut der halbe Theil von den in die Ehe zugebrachten 1200 Fl. für obgedacht mein müeterlich Erbgutt..... 600 Fl., demnach an den überigen ligenden und fahrenden Haab undt Güetteren, welche wir nach Absterben unserer Müeter seligen, dem Vatter widumbs weiss zuniessen gelassen, thut der dritte Theil von 2250 Fl., welche beide darzu deputierte Gantherren, uss dieser gantzen Verlassenschaft erlösst, und uns den Erben, bey der Rechnung vorgewiesen worden und abgerechnet haben, thut besagter dritte Theil 783 Fl. 5 Batz.

Zum anderen habe ich bey diser Gantung insonderheit in Obacht genommen, was gestaltn man alle Sachen so gar partheyisch, und die fürnembsten Sachen nit umb den halben Theil, was jedes Stückh oder Hausrath werth gewesen verkaufft worden, angesehen dass man den Erben ein Copey von dem Inventarium, auch sonsten was sie erlösst haben, ein Abschrift darvon haben zukommen sollen, so aber nit beschehen, und habe ich dassjenige so mir wohl bewusst, hie nachfolgend specifiert, alhier an Tag bringen wollen und weylen dazumahlen neün Fuoder Weins, darunter 50 Ohmen rotter Wein, vorhanden gewesen, welchen die Gantherren den Ohmen weissen Wein für 1 Fl. 3 Batz., und der rotten Wein für zween Gulden und sechs Batzen taxiert, so doch der weisse Wein, ob die Gantherren allerdings fertig gewesen für 2 Fl. und der rotte Wein für 3 Fl. 3 Batz. verkaufft worden, thut alhier.. 136 Fl.

Item, So ist ferners mit den Erben, wegen unsers Vatters selig Dienst der Stattschreiberey und seiner Rathsbesoldung, von Martiny Anno 1619 bis uff den 23. Marty dess 1620. Jars nit mehr als 18 Fl. in allem passiert und abgerechnet worden, so doch ihme allein von seiner Rathsbesoldung 20 Fl., item für zwo Fronfasten 16 Fl., sodann in Früchten acht Vierthel Weitzen, und 1 Fuoder Weins gebürt hette, thut in gelt 18 Fl. Weitzen, acht Viertel und 1 Fuoder Weins.

<i>Latus</i> in	{	Gelt	1537 Fl. 5 Batz.
		Weitzen.....	8 Viertlen
		Wein	4 Fuoder

Item, Obwohlen mein Gn. Herren ihrer Ansprach halben uff ihro Gnaden Herren Graff Bernharten von Ortenburg seliger Gedechtnus, an statt zweyer Dörferen, als Brunstatt und Rüedisheim,

bey sechs Jahren hero, von der Cron und Reiche Schweden, durch Herren Friderich Reichart Mockeln, alss Resident und Rath im Oberen Elsass, immittiert undt eingesetzt sindt worden.

Mein geliebter Vatter seeliger aber lang zu vor, von den Herren der Statt Mülhausen, ihrer Ansprach halben, zu einem Commissario bestellt, bey welcher Commission, dann er biss in die 20 Jahren hin undt wider viel Mhüe, Arbeit und Costen gelitten, setze ich alhier, weylen gedachte Herren alle Nutzungen von beiden Dörferen einzunehmen haben, thut..... 160 Fl.

Item, So ist bey meines Vatters seelig Verlassenschaft ein schöne Bibliotheca vorhanden gewesen, von welcher ein Abschrift oder Calendario nacher Basel, dieselbige zu verkauffen, zu vor überschickht worden, welche Bibliotheca dann in besagtem Basel über die 400 Fl. pares Gelts gelten wollen, auch albereits die Büecher in etliche Stüppich eingepackt gewesen, aber durch sonderbare Practickh und neben Verehrungen, Herrn Philibert Rysslern selig in Mülhausen nur umb 150 Fl. Gelts verkaufft worden, thut..... 250 Fl.

Item, So haben ermelte Gantherren meines Vatters seligen musicalische Büecher, sambt 5 Violen, item ein doppelte Spineten, auch zweyer newer Lauten, alles mit einanderen nur umb 12 Fl. Gelts verkaufft, welche Stückh samtlich mehr alss 60 Fl. werth gewesen, thut alhier..... 48 Fl.

Item, Ferners hat der neue angehende Herr Stattschreiber Jacob Heinrich Petri, von den Gantherren ein new wohlbeschlagen undt schön eingelegt Buffet, sambt bey acht Wägen mit Holtz, sammenthaft für 24 Fl. erkaufft, so doch besagtes Büffet über die 50 Fl. costet, und das Holtz mehr alss 20 Fl. werth gewesen, thut alhier..... 46 Fl.

Latus 504 Fl.

Item, So hat Herr Burgermeister Ziegler die schönste mit Wollen und theils mit Syden von allerhandt Farben ussgeneyte Tapezerey nur umb 24 Fl. Gelts erkaufft, gleichwohlen mehr alss 100 Fl. werth gewesen, thut alhier..... 76 Fl.

Letztens, Alss nach Absterben meiner Müeter selig, der Vatter seiner Kinderer dazumahlen alle Schulden usser dem Erb zubezahlen vorgewiesen, und under denselben Herren Burgermeister Casper Dollfussen auch 64 Fl. zubezahlen schuldig gewesen, nach unseres Vatters seligen Hinscheid aber, wir ihme noch so viel durch mein Gn. Herren bezahlen müessen, thut..... 120 Fl.,

und obgleichwohlen noch für ein halb Jahr der Interesse so er ihne die Presentz schuldig gewesen, darzu kommen waren, so wurt mir nichts desto weniger, lauth meines Vatters seelig eignen Handt, noch zubezahlen gebüren, thut. 50 Fl.

Latus 126 Fl.

Summa Summarum thund hie vorgeschriebene Forderung zusammen gerechnet :

In	{	Gelt	2167 Fl. 5 Batz
		Weitzen	8 Viertel
		Wein	1 Fuoder

2.

COPIA

Udertheniger Supplication mein Hanns Philips Zichle, ibrem verweissten Burgern, an die edle, hochgelehrte, ehrenfeste, frome, fürnemme, fürsichtige, ehrsame und weyse Herren Burgermeister und Rath der Statt Mülhausen, meinen hochgeehrten Gn. Herren.

Präsentiert den 4. Nov. 1641.

Edle, hochgelehrte, auch ehrenfeste, fromme, fürsichtig, ehrsame undt weyse, insonders grossgünstig hochehrend gnedig und gebiettend Herren.

Es haben Ewrer Edel, H. F. und E. W^t nechst verwichenen grossen Rathstag (gleichwohlen ohne einige mein Verantwort- oder Verhörung) wider mich endtlichen beschlossen und erkannt, dass umb nachfolgender Ursachen willen, ihre Diener und Amptleuth mir anzeigen sollen, dass ich mich sambt meinem Eheweib noch desselbigen Tags, auch dass mir mein Burgrecht hiemit ebenmessig uffgekündet sein solle, Fewr undt Liecht verboten, undt usser diser Statt zeweichen anbefohlen worden. Undt ist nemblichen diss die erste Ursachen einer, dass ich ihro Gnaden Herren Commenthur zue Sultz, wider mein Burger Eydt, wegen meiner rechtmessigen Ansprach halben, was ich in dem Johanniterhoff alhier in Mülhausen nothwendig verbawen, bey einer wollöblichen Regierung zue Preysach umb Recht sollicitiert und angehalten.

Zum anderen, dass ich dazumahlen, bey ihro Ex. Herren General Auditoren umb Dienst angehalten habe.

Zum dritten, dass ich ein Ursach seye, damit der dissjähige mili-

tarische Fruchtzehenden von etlichen Dörferen bey Mülhausen gelegen, anderwertz admodiert seye worden.

Hierauffen so haben Ewer E. H. und E. W^t uf den ersten Puncten mein Gegenantwortt gnedig zu vernemmen, dass alss ich vor siben Jahren von der Cron und Reiche Schweden zu ihrem Johanniter Schaffnern in Mülhausen bestellt und angenommen worden, auch gleich bey Andrettung meiner Schaffney Verwaltung, in gedachtem Hoff (vermög Ihro Gn. überlüferten specifierten Usszugs) über die fünfzig Gulden Gelts und dass nothwendig verbawen, auch den beiden Kornherren in Mülhausen, lauth derselben Quittung, fünf Sackh Haberen von besagtem Hauss wider Zinss bezahlen, welches sich in allem biss in die 80 Fl. anbeloffen hat, und dassjenige was sich in der Zeit von Früchten und Gelt eingezogen, dasselbige alles dem jetzigen Schaffnern widerumben restituieren müessen.

Ferners so hab ich durch meiner Gn. Herren beschehen Einquartierung von dess Hertzogen von Roans Armee, über die zwanzig Proviantwägen, darbey biss in achtzig Pferden und dreyssig Bauern gewesen, zween gantzer Tag und zwo Nächt, in meinem Costen, gleichfals von den verletzten undt beschädigten Frantzosen zue Steynenbrun, darvon mir auch viertzehen sindt inlogiert worden, ebenmessig sechs Wochen lang in meiner Cost erhalten müessen, ohnangesehen dass andere meine Benachbarte dessen *exempt* und der Einquartierung halben verschont worden.

Nach meinem Abzug aber, alss ich dass jenige allein was in dem Hauss nothwendig angewendet und verbauen worden, bey meinen Gn. Herren underthenig angehalten, von welcher Persohn und wo ich bezahlt werden möchte zu wissen begehrt, daruffen dann erstbesagte meine Gn. Herren mir diesen Bescheidt ertheilt, dass der newen Umbrüchen halben in dem Garten, auch was ich sonst darinnen angeseyett und dessetwegen für Uncosten gelitten, dass dasselbige mir auch von dem jetzigen Schaffnern Herren Gevattern Hanss Heinrich Engelman, nach Billigkeit widerumben ersetzt und bezahlt werden solle.

Was aber in dem gantzen Hoff an Gemeüren, Tach und Gemachen, und anderen Nothwendigkeiten darinnen verbauen und den Handwerksleüthen darvon ist bezahlt worden, wollen sich mein Gn. Herren disers ferneren Begehrens halben gantz nichtzet beladen noch annemmen.

Weylen nun grossgünstige hochgeehrte Gnedige Herren, kein Burger in Mülhausen ihro Gnaden Herren Commenthüren von

Sultz, in diser Statt mit Recht zesuochen, noch vorzunehmen befüegt gewesen, noch fürterhin zugelassen wurt, als habe ich dessetwegen meines rechtmessigen Usstandts halben, nit umbgehen können, auch kein anderen Weg des Rechtens gewusst, dann vilbesagten Herren Commenthuren von Sultz bey der Kön: Mat: in Frankreich wohlloblichen Reg. zue Preysach, under welcher ihro Gnaden uff dissmahlen in Protection und daselbsten hin zu parieren und zugehorsamen schuldig, meine Forderungen anhengig zumachen, undt mein habend Recht daselbsten zu suochen und zu vollfüeren, obgleichwohlen in meiner übergebenen Supplication begriffen, dass ich von ihro Gn. bis dato zu keiner Bezahlung gelangen mögen, ist solches dahin gemeint und zu verstehen, dass ich allein das meinige begehrt, auch die geliebte Justitia hiemit gesuocht, und nit mein Gn. Herren, wie man mit Unwarheit von mir ussgeben hat, verclagt haben solle.

Dass aber ihro Gn. Herr Commenthur von Sultz, welcher sein Residentz zu Sultz hat, so wohl alss ich ein Burger in Mülhausen sein solle, habe ich noch viel weniger andere ehrliche Burger dessen kein Wissenschaftt.

Was den anderen Puncten anbelangend, dass ich bey Herren General Auditoren zue Preysach umb Dienst angehalten haben solle, ist mir ein solches, der Ursachen weylen ich meinem Beruoff nach und bey dieser langwehrenden Theurung nach einer anderen Condition getrachtet, gantz nicht zu verweissen, insonderheit weylen mir auch die Bestallung meines anvertrauten Organisten Diensts, umb den halben Theil geringert undt abgekürtzet worden.

Dritten und letsten Puncten zubeantwortten betreffen thut, sindt mein Gn. Herren von den Bauren viel zu milt berichtet worden, dass namblichen ich dessen ein Ursach seyn gewesen, dass der militarische Fruchtzehenden, Herren Obristen von Diessbach, zu Richsen, von der loblichen Regierung zue Preysach anderwertz admodiert und verlychen seyn worden, wurt auch solches bey dem wenigsten nit beygebracht werden können.

Weylen demnach grossg. gnedig und gebietend Herren, meine Verantwortung, wie gehört, in der Warheit anderst nit beschaffen, insonderheit wegen vielbesagts Herren Commenthuren zue Sultz, behalt und sag ich, bey meinem gutten Gewissen, dass mir gantz unwissend gewesen und noch (auch wie man spricht unwissend ohne Sünd), dass die Johanniter zu Sultz auch alhier in Mülhausen verburgeret, und dannenhero ich von seinetwegen sambt

meinem Eheweib von meinen lieben Kindern, auch Haab und Güettlin vertriben und uss diser Statt zeweichen erkant sein solle.

Alss ist hierauffen an E. E. H. und E. W^t mein gantz underthenige hoch- undt dienstfleissigste Pitt, sie wollen in Ansehung meiner trewen Diensten undt dass ich mich nun mehro über die dreyszig Jahr hero, zu vor und in wehrendem Ehestand, jeder Zeit trew- und ehrlichen verhalten, also dass verhoffentlichen niemanden ab mir einiche Clag wurt haben können, mir auch solch unwissenden Fähler gnedig verzeychen und mich zu meinem vorigen Burgrechten und voriger Bestallung dess Organisten Diensts gnedig widerumben kommen lassen. Solches umb E. E. H. undt F. E. W^t, welcher glückhseligen Regierung ich gegen Gott dem Allmechtigen, in meinem täglichen Gebett, stätigs eingedenkh, auch sonsten Ihrer mir bewiesenen Gnad gantz unvergessen sein will. Undertheniger gnad, und verhoffter Antwortt gewertig

Ewer Edel J. und E. E. G^t
dienst- und bereitwilliger
HANNS PHILIPS ZICHLE.

3.

Urphed

Hanns Philipps Zichlins

Burgers zu Mülhausen.

11. Novembris 1641.

Ich Hanns Philipps Zichle, Burger zu Mülhausen, bekhenn und verzych öffentlich mit diesem Brieff, obwohlen einem jedwederen ehrliebenden Biderman, wahres und höhers nichts angelegen sein solle, als wie er under seiner von Gott ihm vorgesetzten, natürlichen hoher Obrigkeit Schutz und Schirm, seinen gelaysten thewren Eyd gemess, rühig und ohne Tadel wohnen, allen und jeden obrigkeitlichen Gebotten und Verpotten in Underthenigkheit nachkommen und geleben undt in Summa seinen Handel, Wandel, Thun undt Lassen, also und in solcher Mass anstellen undt richten möge, wie solches alles ererst Gottes dess Herrn ernstlicher Befelch aussweysst und vermag, auch ein jeder seinem burgerlichen Gehorsamb undt Pflichten nach schuldig undt verbunden ist, dass jedoch dessen allen ohngeachtet und hiendangesetzt, ich nun ein geraume Zeyt

einhero solche meine Gebür, burgerliche Schuldigkeit und Gehorsam, soweit vergessen undt in Wind geschlagen, dass ich mich nicht allein zu verschiedenen Mahlen in frömbden Herren Kriegs- und andere der Statt verweisslich nachtruglich und mir verbottne Dienst, eingelassen, in wehrender solcher Zeit meinem billich hohgeliebten Vatterland und der gantzen lieben Posteritet, zu jemer empfindlichen Schaden und Nachteyl, allerhand hohsträfflicher Sachen und Händel, besonders aber wider den hohloblichen, ritterlichen Johanniter Orden angestellt, in deme ich über mir beschehnes Verbott bey Leyb und Lebens Straff, dess Herrn Commenthurs Kisten und Thruhen, meiner Gnedigen Herren ohnwissend und hinderruckhs angreyffen und auss alhiesiger Statt führen lassen, sondern auch hohgedacht meine natürliche, liebe Obrigkeit, da sie meine nichtige, verlegne und bodenlose Gesuech, Prætentiones und Forderungen nicht hören, noch über selbige sprechen wollen, gantz ohnverantwortlicher Weyse vor einen frömbden Richter, meinen Eydt und Ehr schnurstrackhs zuwider, zu beklagen unternommen, über das auch ohnangesehen mehrfältigen Gebieten und Verbietens, ja väterliches Abnahmen und Verwarren, mich allerhand verdriesslicher, ohnnötiger Handlungen in der Nachbarschafft theilhafftig gemacht, auch endtlichen solche und andere, meine hohstraffbare Begangenschafften noch zu rechtfertigen mich understehen, und so gar vor einem versambten, ehrsamen Grossen Rath loblicher Statt Mülhausen, meinen Gnedigen Herren und Oberen mit gantz ohnbescheidnen, gedacht meinen burgerlichen schuldigen Gehorsam widrigen, rebellische und aufrührerischen Worten und Reden, so schriff- und mündtlich, gantz übermüethig, doch übel eingebildeter Weyse, zu behaupten mich gelusten lassen dörffen, daher dann hohgedacht Ihre Gnaden der Herr Burgermeister, Klein undt Gross Rath wohlehrnermelter Statt Mülhausen, mehr dann genugsamb befügt gewesen, ab meinem Leyb und Leben nach Schärffe Rechtens zu richten, gleichwohl aber auss Gnaden mich sampt meinen Weyb, Ihro Gn. Statt und Pottmessigkeit, als dero Burgerrecht, Schutz und Schirmbs nicht mehr würdig, ewiglichen zu verweisen und noch darzu mit achttägige Gefangenschafft abzustraffen, inmassen dann über solche weisslich und wohlbedächtig abgefaste Rathserkhandtnus in Ihro Gn. Gefangenschafft ich komen und gelegt worden bin. Und aber mehrhohermelt Ihr Gn. als einer milden Obrigkeit, gnedig belieben und gefallen wollen, auf beschehnes demütig fussfelliges Bitten mein, meines armen Weybs und Kindern, gegen mir die Gnad und Barmherzigkeit der

Schärffe und Rechtens vor zu ziehen, und der wohlverdiente Gefangenschafft gegen Abstattung aller diewegen aufferloffen Kösten ledig und zu meinem burgerlichen Haus- und Heimbwesen, auss pur lautern milden Gnaden, widrumb kommen und gelangen zu lassen, dass ich hierauff solche bewiesne Gnad undt aufferlegte gnedige Straff billich mit undertheniger grosser Dankbarkeit angenommen, undt darauff ohngezwungen und ohngetrungen, auch aller Banden ledig und los freywillig einen leyblichen Eyd zu Gott den Allmechtigen, mit gelerthen Worten und aufgeheben Fingern geschworen, fürhin die Tag meines Lebens mich ehrlich, redlich, aufrecht undt wohl, wie einem ehrliebenden Mann und gehorsamen Burger und Underthanen eignet und gebüret, zu verhalten und zu betragen, dergleichen auf mich erwiesnen hohsträfflicher Sachen und Handlungen im geringsten, weder wenig noch viel zu underziehen, noch anzunemen, sondern mich deren gantzlichen zu eüssen und zu enthalten, darzu diese meine Gefengnus undt alles was mir darunder und darinnen begegnet ist, gegen vielhohermelter Herrn Burgermeister und Rath, auch allen ihren Ambtleüthen, Burgern, Hindersessen, Angehörigen, Zugethanen und Verwandten, insonderheit aber gegen denen so zu dieser meiner Gefangenschafft, Rath, That, Hilff oder Fürschub gethan, oder diewegen bey mir verdacht sein möchten, in Argen noch Unguten, weder mit Worten noch Werckhen, heimlich noch öffentlich, selbstn noch durch andere, niemmermehr zu andern, zu äfern, noch zu rechen. Fahls aber ich, oder jemandts auff mein Anstifften von meinetwegen wider diese mein geschworne Urphed thun würde, in welchen Weg das were, darvor der liebe Gott mich gnediglich behüten wolle, so soll alsdann ich als ein ehrloser, meyneydiger Mann und Verbrecher, der Urphed gehalten undt meinem Wohlverdienen nach, an Leyb und Leben, ohne alle weitere Gnad gestrafft werden. Vor welchem allem mich gar und gantz nichts freyen, fristen, schützen noch schirmen soll, einich Gnad, Freyheit, Gericht noch Recht, darzu kein Erlassung oder Erledigung dess Eydts, noch einiche Wiederergäntzung, noch ychzit anders so jehmands erdenckhen und mir wider diese mein geschworne Vrphed zu Hilff und Fürstand kommen möchte, dann ich mich dessen allen und jeden, sampt den Rechten gemeiner Verzeihung ohne vorgehender Sönderung widersprechendt, verziegen und begeben habe, undt thu das wissent- und wohlbedächtlichen, hiemit und in Krafft diss Brieffs. Des zu wahren Urkhundt, mich vorbeschribner Dingen desto steiffer zubesagen, mit meinem fürge-

trucktem gewöhnlichen Insiegel, und eigener Handunderschrift, so dann auff mein angelegentliches Bitten und Ersuchen mit dess Er-
fessten, fürsichtigen, weysen Herrn Balthasar Degenfelders, der
Schneider Zunfftmeysters allhie, meines freündtlichen lieben Gegen-
schwehers, gewöhnlichen Pittschaft und eigener Handverschrift
(doch ihme und seinen Erben ohne Schaden) verwahrt undt geben
ist den eylfften Novembris Anno Sechs zehenhundert viertzig undt
eins.

HANSS PHILIPS ZICHLE.

BALTZER DÄGENFELDER.

4.

Edler, ehrenfester und hochgelehrter, insonders grossgünstiger
hochehrender Herr; Ewer Excellenz seyen meine bereitwillige Dienst
neben Wünschung aller glückhseligen Wolfarth, jeder Zeit bevoren¹.

Was mir uff Ableyben meines geliebten Vatters Hannss Georg
Zichle, gewesenen Stattschreibers allhie zue Mülhausen, und meiner
lieben Muoter, beide seeligen, vor etlichen Jahren von mein Gn.
Herren der Statt Mülhausen wider alle Billichkeit undt Recht
widerfahren, verursacht und zwinget mich dahin, dass ich bey
E. Ex. umb günstige Hülff und Rath, wessen ich mich über nach-
gemelte Puncten zu verhalten, gantz hoch- und dienstfreüntlichen
zu pitten nit underlassen können.

Erstlichen hat E. Ex. uss beygelegter Verzeichnus allen Bericht
zu vernemmen, was ich wegen obgedachter meiner lieben Elteren
seelig wider mein Gn. Herren zu Mülhausen zu *prätendiren*, demnach
weylen ich mich durch Herren Grassern, *Comes Palatinus*, in Basel
seliger, in Anno 1625 zu einem Notario hab creieren lassen und
daruffen mein Ampt, gleich wie in anderen eydtgnossischen Stetten
auch zugelossen wurt, exercieren und die mir anvertrawten Ge-
schefft, zwar meinem geringen Verstandt nach jeder Zeit trewlichen
verrichten wollen; alss hat sich eben in obgedachtem Jahr und
dass zu wider meinem Notariats Amt begeben, dass ich ein
Kauffbrieff zwüschen Herren Hannss Jacob Schönen und Georg
Berdot, beide Burgere in Mülhausen, neben den Gezeügen, welche
mir denselbigen Kauff usszefertigen angeben haben, alles Inhalts
in trewen verfertiget. Hernacher aber weylen der Bezahlung halben
obgedachte Kauffbrieff für ein Ehrsamem Gericht allhier kommen,
hat alhiesiger Stattschreiber Jacob Heinrich Petri, solche Kauff-

¹ Ce document ne porte pas d'adresse. Au dos, il y a la mention: *Ist nit abgegangen.*

brief in Stückhen zerrissen, und darbey geredt, dass mir nit gebüre dieselbige zu verfertigen, und weylen in alle Reichstetten, auch in der gantzen Eidtgnossschafft, den keyserlichen Notarien zugelassen wurt, dass sie alle Testamenten, letsten Willen und Codicillen wohl fertigen mögen, so haben mein Gn. Herren solches insonderheit was unsere Burgere alhier anbelangt mir allerdingen abgestrickht, also dass ich in dieser Zeit meines Notariat Ampts kein einzig Testament, oder Codicill, zwüschen alhiesigen Burgeren beschreiben, noch ingrossieren dürfen, und weylen in meinem Instrument dess Notariat Briefs auch gedacht wurt: dass wan und zu welcher Zeit ich von ein oder andere Persohn sollte molestiert und meinem Notariat Ampt zu wider behälliget werden, dass alss dann der oder dieselbige umb hundert Marckh löttiges Golts kommen, darvon der halbe Theil dem Kayserlichen Fiscal zue Speyer, und der andere halbe Theil dem Beleydigten heimfalle und zuerkant werden solle, und weylen ich ohne dass weder Gunst noch anderen guten Willen von der Oberkeit alhier gespüre, habe ich Ewer Ex. hiemit gantz underdienst- und freüntlichen pitten wollen, sich so viel zubemhüen und mich mit wenig Worten schriftlichen zu avisieren, ob ich obgemelte meine rechtmessige und billiche Anforderung bey dem Keyserlichen Fiscal und der Cammer zue Speyr erhalten möchte, und ob wolermelte Herren von Mülhausen uff mein Clagen und der Cammer zu Speyr Citieren auch peis (?) wüeste Sachen, so wolte ich alss dann mein Burgrecht alhier uffsagen, meine Güetter hie zwüschen verkauffen und der Sachen, geliebts Gott, selbst nachsetzen. Obschon ein geraume Zeit in solches angestanden, verhoffe ich, dass man solche Clegten gern anhören und die geliebte Justitia hierüber ergehen lassen werde, dann ich sonst noch mehr anderen Sachen anzubringen hette, so jeden nit zu trauen. Solches umb E. Ex. mit meinen willigen und geflissenen Diensten jetzt und ins künfftig zu beschulden, bin ich jeder Zeit meines besten Vermögens guttwillig und bereit. Mich damit zu g. gantz dienstlich befelhend, Gott mit uns.

Datum Mülhausen, den 20. Nov. Anno 1641.

Ewer Excellenz

gantz dienst- und bereitwilliger

Hannss Philips Zichle

Burger und Keys. Not. in Mülhausen.

Die Widerantwort wolle E. Ex. Herren Gindtweyler dem Postmeister nacher Basel zspedieren, dienstfreüntlich gebetten sein.

5.

*Dem wohledlen gebornen, gestrengen und festen Herren Hannss Ludwig von Erlach,
Herr zu Castellen, der Kön. Mat. in Franckbr. bestellter General Maior, Ober Comman-
dant am Rhein und Gubernator zu Preysach, meinem hochgeehrten und gnedigen Herren.
Preysach.*

Wohledler geborener, gestrenger und fester, insonders grossgünstiger, hochgeehrter gnediger Herr, Ewer Ex. seyen meine underthennige willige Diensten, neben Wünschung aller glückhseligen Regierung, jeder Zeit bevoren.

Nachdeme jüngst, alss Herr Obriste Leütenambt Löscher in Mülhausen gewesen, etlichen meiner Herren dass jenige was ich ihme zu vor in Vertrawen zugeschrieben, alles referiert, und dess Salpeters halben Meldung gethan, alss wann er in Befelch haben sollte, wo ich anzutreffen sein möchte, mich dessetwegen in Arrest nemmen zelassen, daruffen dann ich mich bey E. Ex. hiemit zu excusieren nit underlassen solle. Dass obgleichwohlen ich erstgedachter Salpeters halben gern den Anfang gemacht hette, so hab ich doch ein solches wider mein Verhoffen, und eben diser Ursachen der grossen Theuerung und Mangel dess Gelts halben, biss dato underlassen müessen, ahngesehen ich albereits zu diesem Werckh, meine Behausung und ettliche Stück Güetter uff dem Felt alhier verkauffen wollen, aber kein Fortgang gewonnen, noch etwas Gelts uffbringen können, Ewer Ex. hiemit gantz underdienstlich pittende, mich diss Orts gnedig für entschuldiget zu halten.

So fehrn mir aber biss in zweyhundert Gl. uff mein Haab und Gutt in Mülhauser Jurisdiction gelegen uff die Handt geben, und dess Salpeters halben geholffen werden sollte, wollte ich mich daruffen verobligieren alles ins Werckh zu richten, dass nützet hierbey verabsäumt, sondern geliebts Gott ehendist der Anfang gemacht werden solle. Obschon mein Gn. Herren ein solches nit zugeben wollten, angesehen dass ich noch wegen Herren Hartmans von der Than, (deren durch der Cron und Reiche Schweden uss dem Johanniter Hauss zu Mülhausen nacher Colmar hingefüerten Goldes, Kleinodyen und anderen Mobilier, welches alles von Sultz nach erbesagtem Mülhausen geflehnt worden, da zumahlen ich Herren Residenten Mockhels Schaffner und dess Herren General Reingrafen in disen Landen Magazinverwalter über die Früchten gewesen), bey gedachten mein Gn. Herren in die höchste Ungnad kommen, und dessen noch immer zu entgelten muss bin ich doch dess Anerbietens E. Ex. underthe-

nig uffzewarten gesinnet, und da mir meines Begehrens halben geholffen werden sollte, dass nit weniger was ich hiebey verspriche auch ehrlichen von mir gehalten werden solle. Ich hab vor ettlich Wochen obgedachtem Herren Obristen Leütenambt Löschern ein Abschrift deren in disen Landen Einkommens, wie auch von den vier geistlichen Heuseren in Mülhausen järlichen Gefallen zu kommen lassen. Beyneben habe ich diss beygelegte *Memento*, was die Cron und Reich Schweden in disen Landen vor diesem vorzunehmen gewesen, Ewer Ex. auch hiemit zu übersenden nit underlassen sollen. Deroselben mich zu Gnaden, und underthenigen Diensten auch dem lieben Gott trewlich thun befehlende.

Datum in Mülhausen den 11. May Anno 1642.

Ewer Excellenz

gantz undertheniger, dienst- und bereitwilliger

Hannss Philips Zickle

Burger daselbst.

6.

Denen edlen, festen, ehrenfesten, fürsichtigen und wolweisen Herren Burgermeistern und Raht der Statt Mülhausen, meinen besonders geehrten Herren.

10. Juny 1642.

Edel, fest, ehrenfest, fürsichtig und wolweise, besonders geehrte Herren.

Ich habe auss Ihrem gestrigen Schreiben zween vernommen, dass sie ihren stattflüchtigen Burger, Hanss Philips Zickle, in der Statt Basel betretten und fest gemacht haben. Wie ich nun die *justiti* in alle Wege zu befördern geneigt, also begere ich auch die Durchführung ermeltes ihres verhaftten Burgers nachher Mülhausen keines wegs zuverhinderen, überschicke den Herren desswegens hiebey den begerten Pass, und verbleibe nächst Empfehlung Göttlicher Gnaden ieder zeit

der Herren dienstwilliger

Breisach den 10/20 Juny 1642.

B. L. v. Erlach.

* * *
Passport.

Nachdem Herren Burgermeistern und Raht der Statt Mülhausen auff ihr Ansuchen bewilliget worden, dass sie ihren ausgewichenen zue Basel in Verhaft genommenen Burger, Hanss Philips Zickle, von gemeltem Basel abholen und durch die meinem Gubernament angehörige Landen gefänglich nach ihrer Statt durchföhren mögen, alls wird hiemit allen und ieden meinem Commando Undergebenen ernst-

lich anbefohlen und gebotten, diejenige so von besagtem Herrn Burgermeister und Raht zue Abholung ermeltes ihres gefangenen Burgers abgefertiget werden nacher Basel, und sambt demselben wider zue ruck in ihre Statt frey, sicher und ungehindert passieren zu lassen.

Signatum Breisach den 10/20 Juny A^o 1642.

Der Kön. Mayt. in Frankreich,
bestellter Ober Commendant am Rhein, und Gubernator zue Breisach
B. L. v. Erlach.

6 bis.

*Denen edlen, festen, ehrenfesten, fürsichtigen und wolweisen Herren Burgermeistern
und Raht der Statt Mülhausen, meinen vielgeehrten Herren.*

3. Juny 1642.

Edel, fest, ehrenfest, fürsichtig und wolweise, besonders geehrte Herren.

Denenselben überschicke ich hiemit das begerte Patent, dass Sie ihren aussgewichenen Burger Hanss Philips Zickle, wo sie denselben under meinem Gubernament betreten werden, in Arrest nehmen mögen, falls er auch etwan anhero kommen und mir entdeckt werden solte, wil ich ihn selbst in Verhaft ziehen lassen und alssdann den Herren überschicken, denen ich auch sonst freund-
nachbarliche Gefälligkeiten zuerweisen bereit und nächst allerseits Empfehlung göttlicher Gnaden verbleibe

der Herren dienstwilliger
B. L. v. Erlach.

Breisach den 3/13 Juny 1642.

* * *

Nachdem Herren Burgermeistern und Raht der Statt Mülhausen auff ihr Ansuchen bewilliget worden, dass sie ihren aussgewichenen Burger Hanss Philips Zickle in denen meinem Gubernament angehörigen Landen, wo sie denselben betreten werden, in Arrest nehmen mögen; alss wird hiemit allen und ieden meinem Com-
mando Undergebenen ernstlich anbefohlen und gebotten, ermelter Statt Mülhausen oder den ihrigen, auff ihr gebührendes Ersuchen besagten Arrest genanten Zicklins unweigerlich zugestatten, und ihne darüber in Verhaft nehmen zu lassen.

Signatum, Breisach den 3/13 Juny Anno 1642.

Der Kön. May. in Frankreich
bestellter Ober Commendant am Rhein, und Gubernator zue Breisach
B. L. v. Erlach.

SUPPLICATIO

*Hs. Philip Zichlins
an lobl. Stadt Bern 1642.*

Hochgeachte, wohledle, gestrenge, fromme, fürnemme, fürsichtige, ersame undt weyse, insonders grossgünstige hochehrende gnedige undt gebietende Herren, getrewen, lieben und Eydtnossen.

Demnach unser menschlich Leben und Wesen, uss sonderlicher Fürsech- undt Anordnung, dess allein weysen, gerechten und allmechtigen Gottes, also beschaffen, dass wir in unseren zufelligen Widerwertigkeiten und Beschwerden, uns selbstn nit allwegen Rath schaffen und helffen können, jedoch aber darumb nit erligen undt kleinmüetig werden, sonder an guten vertrawten Orten und Enden Hülf und Zuflucht suoehen sollen, da wir unsers Anliegens ungezweyfelte Leüchterung zu finden und zu erlangen verhoffen.

Alss haben Ewer G. Str. und F. E. W^t. von mir underthenig undt gnedig zu vernemmen, dass nach meines lieben Vatters Hanns Georgen Zichle, gewessten Stattschreibern zu Mülhausen seligen Hinscheiden, ist mir nichts liebers angelegen gewesen, dann dass meine Gn. Herren wohl in Acht genommen hetten, was sie bey Lebzeiten ihme für schwere ansehenliche Legationes, erstens zue der Röm. Key. Mat. gehn Prag, item zu Kön. Mat. in Frankreich, zu der F. Dht. Ertzherzog Ferdinanden zue Oesterreich zum anderen mahl, undt letstlichen zue Ertzhertzog Maximilians, ohne der übrigen biss in die fünfftzig besuochte Tagsatzungen, welche er, zu seinen und meinen hochgeehrten Gnedigen Herren und getrewen lieben Eydtnossen, gehn Baden, Araw, und in andere Stett, der Statt Mülhausen ihren höchsten Nöthen zu verrichten anvertrawet haben, darbey dann er sein besten Fleisses jederzeit dermassen gebraucht, dass verhoffentlich meine G. Herren seiner Verrichtung halben zweyfelsohne vernüegt gewesen. Jedoch aber bey solcher Verrichtung von dem seinigen, über seinen Rittlohn, so ihme dess Tags nit mehr als vier Batzen passiert worden, umb viel ein mehrers bey solchen ansehenlichen Legationes, alss sein Verdienst gewesen, uss seinem Seckhel gangen, und daherö überauss grossen Costen darbey leyden müessen.

Insonderheit ist diss bekant, dass er bey der letsten Inssbrugrischen Reiss, in seinem Heimbreyden bey Schlettstatt, biss in die sechshundert Gulden, sambt der Bulgen, in dem dazumahlen ungestüemen

Wetter verlohren, undt seines Verlusts halben, ohnangesehen dass meine hochgeehrte Gn. Herren und getrewen lieben Eydtgnossen von den vier Evangelischen Stetten, für gedachten meinen Vattern seeligen bey der Statt Mülhausen zue unterschiedlichen Mahlen intercediert, jedoch aber nichts erhalten, noch einiche Ergötzlichkeit seines Verlustes halben haben mögen.

Ferners so haben Ewer G. St. undt F. E. Wt. von mir underthenig zu vernemmen, was Gestalten erstbesagte meine Gn. Herren, besagtem meinem geliebten Vattern seeligen ihr gantze Ansprach und Forderung uff einer Herrschafft in Saffoy gelegen, St. Sergio genant, umb ein gewisse Summa Gelts zukauffen sollen geben haben, so doch über solchen starckchen Kauff kein einziger Buchstaben jemahlen uffgerichtet worden, noch vorhanden gewesen, daherodann solcher Contract für ein nichtig blinden Kauff zu halten, undt in keinen Weg, weder geist- noch weltlichen Rechten, ja auch bey der rechten wahren natürlichen Billichkeit kein Würckhung, Crafft noch Macht, oder Verbündlichkeit haben kan.

Ueber diss alles so haben sich doch mein Gn. Herren, gleich also balten nach meines Vatters seeligen Hinscheiden, alles dasjenige was er in Haab und Gutt verlassen, versecretieren, inventieren, undt balt daruffen umb Ihr gantze Forderung *de facto* selbsten bezahlen lassen. Beyneben alle Documenten und Schriften, auch meiner lieben Elteren seeligen uffgerichter Heürathsbrieff, ebenmessig behalten und zu ihren Handen genommen. Angesehen dass ich undt meine Geschwüsterten seliger, uns zu vielmahlen hefftig darüber beklagt, wir aber gantz nichts erhalten, sondern von aller unserer rechtmessigen Forderungen, mit sonderem Hertenleyd, darvon undt abstehen müessen.

Nach deme aber mein geliebte Muoter, Margretha Pfeyleysin, genant Müllerin, von Strassburg seeliger, bey einem Jahr vor meinem geliebten Vattern seligen gestorben, auch ihme gleich zu Anfangs der Ehe, von ihrem vatter- undt müeterlichen Erbgutt, auch was sie von ihrer Schwester seeligen ererbt hatt, über die zwölffhundert Gulden pares Gelts zugebracht, und dazumahlen des zeitlichen Guts halben, dahin abgeredt und beschlossen worden, dass wann und zu welcher Zeit mein geliebte Muoter vor ihrem lieben Hausswürth tödtlichen hinscheiden und dazumahlen eheliche Kinder vorhanden sein wurden, dass alssdann zu forderist undt vor aller Theylung, von diesen zugebrachten zwölffhundert Gulden Gelts den Kindern der halbe Theil, und in den übrigen ligenden und fahrenden Haab

und Gütteren der dritte Theil eigenthumblichen verfolgt und zugestellt werden solle.

Obwohlen nun mein geliebte Muoter seliger dess obangedeüiten nichtigen Kaufs und Contracts halben bey dem geringsten ein Wissenschaft gehabt und daher die Keyserlichen Rechten vermögen und in alle Weg wohl versehen, dass wenn der Hausswürth ohne Wissen, Consens und Einbewilligen dess Eheweibs, einen schweren Kauff oder Contract vornemmen undt beschliessen wurde, dass alssdann hernacher die darvon erwachsene undt gemachte Schulden, von dess Weibs Theil und ihrem zugebrachtem Haab und Gutt mit nichten etwas darmit behafftet, interessirt noch viel weniger die Erben, in keinerley Wegs solche zubezahlen schuldig sein sollen.

Item so haben auch meine Gnedige Herren grossgünstig zu vernemmen, wie und was Gestallten man bey Vergantung der fahrenden Haab umbgangen, und wie uss der Beylag mit N^o 1 dieselbige verkaufft worden sindt, zu sehen, also dass ich ein solches hiemit zu beclagen, auch nicht kann und soll underlassen, in Hofnung dass mir dasselbige alles nach Billichkeit widerumben ersetzt werden solle. Wiewohlen ich nun nach vielbesagts meines geliebten Vatters seeligen Hinscheiden mich dahin beflissen und bearbeitet, dass ich mich auch durch Herren Grassern seeliger Gedechnus, als dazemahlen gewesster *Comes Palatinus* in Basel, zu einem Kaiserlichen *Notario* creieren lassen, so ist mir doch balt daruffen wider mein Notariat Ampt diese höchste Unbillichkeit in Mülhausen widerfahren, und solcher Despect bewiesen worden, wie folget. Dass Erstlichen, als ich zwüschen Herren Hannss Jacob Schönen und Georg Berdots in Mülhausen wegen einer Behausung zween gleichförmige Kauffbrieff, ihrem Angeben nach fleissig beschrieben undt uffrichtig verfertiget, welche beide Kauffbrieffen dann durch Herren Jacob Heinrich Petri, dazemahlen gewesenen Stattschreibern, an jetzt regierenden Herren Burgermeisteren, vor einem Ehrsamem Stattgericht allhier, öffentlich undt in Stückhen zerrissen worden. Zum Anderen, so ist meniglichen bekannt, dass in allen Reichsstetten so wohl in der gantzen Eidtgnosschafft, als sonsten in anderen Orten teütschen Landes, die Keyserlichen Notarien jederzeit befreyet gewesen, und noch dise Macht haben, dass sie auch zwüschen den Einwohneren und derselben Burgeren, so wohl geist- als weltlichen Persohnen Ansprechen und Begehren hin, deroselben letsten Willen, Codicillen und Testamenten, wohl uffrichten undt nach yblichem Brauch der Keyserlichen Rechten nach verfertigen mögen, deme aber strackhs zuwider,

so ist mir ein solches in Mülhausen gantz rundt abgeschlagen, auch solche letsten Willen und Testamenten zu beschreiben in keinerley Weiss noch Weg gestattet, noch biss dato zugelassen worden.

Zum Dritten haben Ewer G. St. und F. E. Wt. ferners zu vernennen, dass in einer schwebenden Rechtsachen, zwischen mir Unterschriebenen undt Daniel Schmidt in Mülhausen, vor einem ehrsamen Stattgericht daselbsten, einem und anderem Theil Kuntschafften zufassen erkannt, und daruffen mir ein Compassbrieff under dess Gerichts Insiegel ertheilt worden, dass ich bey denjenigen, welche von der Hauptsach zu reden ein Wissenschaft haben, und an was Orten und Enden dieselbigen anzutreffen sein möchten, Rechtens Gebrauch nach, wohl fassen mögen. Nachdeme ich aber mit dem Gerichtsboten von Mülhausen sambt bey sich habenden Compassbrieff bey ihren dreyen Bauren uss dem Pfürter Ampt, welche sich dazemahlen in der loblichen freyen Reichsstadt Basel und deroselben Protection, Schutz und Schirmb uffgehalten, auch umb die Hauptsach und gantzen Verlaufs wohl und im besten darvon zu reden gewusst haben, mir auch keine andere Gedancken gemacht, dann dass alles sein Fortgang gewinnen und mir die Kuntschafften zue Basel wie gebreüchig zu fassen vergont werde.

So hat doch wider meine Zuversicht, auch alle Recht und Billichkeit, obgedachter Amptmann in der Herberig zu Basel, in Beywesen ehrlicher Leüthen, öffentlichen am Tisch geredt, dass ihme alle drey Herren Burgermeistere und beide Herren Seckhelmeister anbefolhen, dass er meine habende drey Kuntschafften bey obgedachten Bauren in der Statt Basel keins Wegs zu fassen noch zu reden gestatten und zulassen solle. Also dass ich deren mir unpartheyischen abgeschlagenen Kuntschafft halben, von meiner rechtmessigen Sachen, gar umb viel zu kurtz, undt dessetwegen mehr dann umb einhundert Reichsthaler zu Schaden kommen.

Viertens: Nach deme ich ebenmessig vor etlichen Monaten dem Scharpfrichter in Mülhausen ein *vidimierte* Copey von seinem habenden Zinssbrieff uff der Stadt Newenburg am Rhein gelegen ussgefertiget undt zugestellt, haben meine beide Herren Zunfftmeister uff der Schneiderzunfft in Mülhausen mir vor allen Zunfftbrüederen ansagen lassen, dass ich hinfüro ein solches müessig stehen, sonst ich in dero Ungnad fallen und kommen werde.

So haben auch wolermelt meine hochgeehrte Gnedige Herren von mir weiters underthenig und grossgünstig zu vernennen, alss ich von mein Gn. Herren der Statt Mülhausen im October des 1641.

Jahrs, zum anderen Mahl sambt meinem Eheweib, allein der Ursachen dass ich bey der Loblichen Regierung zue Preysach, *Contra* den Johanniter Herren zu Sultz, wegen meiner rechtmessigen Forderungen halben daselbsten umb Recht angehalten, wie deme Ewer G. St. und F. E. Wt. uss der Beylag meiner Supplication und Verantwortung mit Nr. 2 zu sehen haben, dannenhero mir mein Burgrecht hiemit uffgekündet, Feuer und Liecht verboten und noch bey derselben Tagzeit usser der Statt Mülhausen zeweichen, durch ihre Amptleüth mit allem Ernst ansagen lassen, ohnangesehen dass ich bey dem wenigsten gewusst noch überwiesen bin worden, dass der Johanniter Herr zu Sultz auch in Mülhausen verburgert sein solle, und daruffen kein andere Gnad haben und erlangen mögen, dann dass ich acht gantzer Tag und Nächt in schwere Gefangenschafft kommen und neben eines *Revers*, so ich mit Gewalt zu unterschreiben bin bezwungen, widerumben loss worden, auch meiner rechtmessigen Forderungen halben nimmermehr ins künfftig etwas vorzunemmen gedenckhen solle.

Es haben auch Ewer G. St. und F. E. Wt. uss diser Beylag und Abschrift von Herren Residenten Mockhel und Herren Rendtmeistern Ludovici Fritzen, sub. Nr. 3, gnedig zu vernemmen, dass obgleichwohlen meine Gn. Herren der Statt Mülhausen vor sibem Jahren zugeben haben, dass mir der abgestorbenen Frawen Schafnerin seligen Erben alle Colligenden, Urbareyen und Rechnungen haben zugestellt, und mich also uff die zwey Jar lang deren mir von der Cron und Reiche Schweden anvertrauten Johannitischen Schaffney in alle Weg und ohnverhinderlichen verwalten lassen, auch mir diejenigen uss dem Lanseren Ampt durch Herren Rittmeistern Bergern, nacher Mülhausen gefüerten Früchten, ebenmessig theils vermahlen und theils in das schwedische Lager vor Reinfelden zufüeren lassen.

Dass nun dazemahlen die Johanniter oder Commenthuren zue Sultz auch in Mülhausen Burgere gewesst und noch uff diese Stund Burgere daselbsten sein sollen, warumben dann sie mein Gn. Herren, Ihro Gnaden alss ein Mitburger, seine Reyssküsten und ein schwere Bulgen mit Golt undt andere Kleynötter, obgedachtem Herren schwedischen Rendtmeistern haben verfolgen lassen, und seine Sachen in der Statt Mülhausen nit defendiert haben, wie dann ich dessetwegen weylen die Reyssküsten mit sein dess Herren Rendtmeisters Pittschafft versecretiert waren, ich also dieselbigen seinem mir zugesandten Herren *Secretary*, neben Herren *Residenten* Mockhels Urkundt, wie uss der Copey mit Nr. 4 zu ersehen, welche Urkund dann ich

hernacher einem Ehrsamem Rath zue Mülhausen uffgewiesen und verhoffentlichen mich damit genugsamb *purgiert* und verantwortet zehaben zukommen lassen, und obwohlen ich gern sehen, dass mit diser meiner schweren Gefangenschafft halben, die Johanniter Herren darmit zue Rhue undt Friden gestellt, auch alberait ein ussgemachte Sach were, von Herten wünschen möchte, so will mir doch dass meinige, was mir von Rechtswegen gebühren thut, und im Stich zelassen, keins Wegs gezimmen.

Wenn nun grossgünstige hochgeehrte gnedige und gebietende Herren, ich mich jederzeit beflissen, dass ich wohlermelten meinen Gn. Herren sambt allen meinen Mitburgern alle gehorsame und trewe Diensten bis dato erwiesen und noch zu erwiesen erbietig, inmassen dann ich vielgedachten meinen Gn. Herren, alss ich under Herren Obristen Harffen zu Landseren gewesen, ein gantzen tragenden von allerhandt Document Acten, und über die Hart, der Mottenheimer Geeren genant, auch von den Oesterreichischen *Doctores* zu Freyburg im Preigaw (*sic*) gestellte Consilien und Abriss desselben Bezirckhs, bey ihren mir dessetwegen zugesandten Stattbotten, Mr. Paulus Schwartzens seeligen, habe zukommen lassen, aber kein *Recompens* und Danck darvon bekommen, noch viel weniger gedencken kann, dass mir einiche oberkeitliche Hülff fürterhin möchten erwiesen werden. Der Ursachen halben dann ich selbstens mein habend Burgrecht zu Mülhausen geliebts Gott uffzekünden, und mein gerechte Sachen anderer Orten will anhengig machen und ussfüeren zelassen gesinnt, inn tröstlicher Hoffnung, dass mir nit allein meine müeterlichen Erbgutt, sonder auch alle andere meine rechtmessige Forderungen daselbsten sollen zuerkannt werden.

Alss können und werden Ewer g. St. und E. Wt. uss diesem allem Ihrem hohen und weysen Verstandt nach, leichtlichen abnehmen, insonderheit was mir meine Gn. Herren für Despecten, meines Notariats Ampt halben zugefüeget haben, und da ich mich dessen allen bey dem Keyserlichen Fiscal oder Cammer zue Speyr beclagen sollte, ob ich mein gerechte Sach, so ich albereit consilieren lassen, nit erhalten und hingegen vielgedacht mein Gn. Herren, dardurch in die höchste Ungelegenheiten und grossen Costen wurden kommen, inmassen dann in meinem Instrument dess Notariat Briefs usstruckhenlichen vermeldet wurt, dass alle die jenigen Personen, welche mich künfftig beleydigen und meines Notariats Ampts halben zu wider handeln sollten, dass der, oder dieselben umb einhundert Marckh löttiges Golts kommen und angelangt, dar von dass halb

dem keyserlichen Fiscal, oder Cammer zue Speyr, und dass ander dem beleydigten Theil heimbsfallen und zuerkant werden solle. So ich aber wegen meiner lieben Kinderen halb, ein solches vorzenemen, bis zu seiner Zeit innhalten, auch underlassen will.

Alss ist und gelangt hiemit an Ewer Gn. St. und F. E. Wt. mein gantz hoch- und dienstfleissige underthenige Pitt, dieselben wollend nun mehr die offenbare Billichkeit meines underthenigen Supplicierens dergestaltten gnedig erwegen und bedenckhen, uff dass ich meines müeterlichen Erbguts halben nit allerdingen darumben komme, sondern viel mehr das Jenige was mir sonsten von Gott und Rechtswegen gebüeren thut, in alle Weg erstattet und verfolget werden möchte, und zu Erlangung desselben allen, weylen gemeine Statt Mülhausen, sambt derselben Burgerschafft, mit unseren getrewen lieben Herren undt Eydtgnossen bey den vier Evangelischen Stetten in ewige Pündtnus sindt, und bey denselben umb gnedige Hülff und Rath sich zubewerben jederzeit befreyet gewesen und noch zugelassen wurt, alss wollen Ewer Gn. St. und F. E. Wt. gantz unbeschwert undt hiemit gantz underdienstlichen gebetten sein, solches alles mein Gn. Herren der Statt Mülhausen zu communicieren, und derselben mein habendt Recht solchermassen zuerkennen geben, damit ich nit Ursach hab, alles anderer Orten vorzenemmen, was ich Noth halben nit underlassen kann. Deroselben endtlichen Resolution, was sie mein Gn. Herren hierauffen zethun oder zelassen gesinnt, mir alss dann nacher... zu übersenden, auch bey Verkaufung meiner ligenden und fahrenden Haab und Güetteren und zu Bezahlung der Schulden, mich gantz frey und unverhindert von und zu den Meynigen jederzeit pass- und repassieren zelassen, gnedig vergünstigen wollend.

Umb solche erwiesene Gutthat ich dann mit allen schuldigen unverdrossenen Diensten, nach allem meinem aüssersten Vermögen gantz underthenig und danckhbarlich will beschulden, den lieben und getrewen Gott von Herten pittend, dass Er Ewer Gn. St. undt F. E. Wt. in seinem heiligen Schutz und glückhseliger Regierung jeder Zeit gnediglichen erhalten wolle.

Ewer St. und F. E. Wt.
gantz undertheniger undt bereitwilliger
.....¹

¹ La signature de Zichle a été coupée aux ciseaux.

8.

*Revers*¹

Wir Burgermeister und Rath der Statt Mülhausen bekhennen öffentlich undt thun khundt meniglicher hiermit, demnach die edlen, gestrengen, frommen, fürsichtigen, ehrsamen, weysen Herren, Burgermeister und Rath loblicher Statt Basel, unsere grossgönstige hochgeehrte Herren, vertrauwte gute Freünd und getrewe liebe Eydgnossen, auff unser freündliches Ersuchen, unsern Burgern Hans Philipps Zichle, welcher kurtz verruckter Tagen, vielfeltig begangne, hochsträfflich und gantz ohnverantwortlicher Misshandlung halber Stattflüchtig worden, zur Hafft gezogen, auch uns widerfolgen und lüfern lassen, dass solches allein auss Eydtnossischer Freündschafft undt keiner Gerechtsame geschehen, auch weder uns noch unsern Nachkommen, kein einigen Eingang noch Vorthail, hingegen auch ihnen und ihren Nachkommen, an ihren habenden Oberherrlich- undt Gerechtigkeiten, kein Abbruch oder Verringerung geben (*sic*), noch in einichen Weg schädlich oder verletzlich sein solle undt dessen zu wahren Urkhundt haben wir unserer Statt *secret* Insigel hirtfür auffgetruckt. Geben und beschehen Donstags den 9. Juny gegenwertigen sechs zehenhundert zwey und viertzigisten Jahres.

9.

Factum Hanns Philipps Zichle,

*welcher den 13. July 1642 enthauptet worden*².

Obwolen einem jedwedern ehrliebenden Biderman, mehrers und höhers nichts angelegen sein solle, als wie er under seiner von Gott ihme vorgesetzten, natürlichen hohen Obrigkheytt Schutz und Schirm, seinem gelaisten thewren Eyd gemäss, rühig und ohne Tadel wohnen, allen und jeden obrigkheitlichen Gebotten und Verbotten, in Underthenigkheytt nachkommen und geleben, und in Summa seinen Handel, Wandel, Thun und Lassen, also und in solcher Mass anstellen und richten möge, ein solches alles ererst Gottes dess Herrn ernstlicher Befelch aussweisst und vermag, auch jeder seinem burgerlichen Ge-

¹ C. P. II. A. 50, p. 223^b-224 (A. d. M.).

² Cette pièce, qui semble être le brouillon de l'acte d'accusation de Zichle lu par devant le tribunal criminel, n'est évidemment pas complète. Pour certains passages, le texte est en double, avec des modifications peu importantes. Nous reproduisons celui qui est le plus détaillé.

horsamb und Pflichten nach schuldig und verbunden ist, so hatt jedoch dessen allen ohngeachtet und hindan gesetzt, gegenwertiger Verhaffte, Hans Philipps Zichle, nun etlich Jahr einhero solche seine Gebür, burgerliche Schuldigkeit und Gehorsam, so weit vergessen und in Wind geschlagen, dass er sich nicht allein zu verschiedenen Mahlen in frömbder Herren Kriegs- und andere dieser Statt verweysslich nachteylig und ihme verbottene Dienste ingelassen, in wehrender solcher Zeit seinem billich hochgeliebten Vatterlandt und der gantzen lieben Posteritet zu immer empfindlichem Schaden und Nachteyl allerhandt hochsträffliche Sachen und Händel, besonders aber wider der hochlöbl. ritterlichen Johanniter Orden angestellt, in deme er, über ihme bey Leyb und Lebensstraff beschehener Verbott, dess Herrn Commandeur Kisten und Truhen, unseren gnedigen Herren und Oberen hinderruckhs und ausser alhiesiger Statt führen lassen, sondern hochgedacht seine natürliche liebe Obrigkeit, da sie dessen nichtige Gesüech und Prætensiones, so er an wohlermelten Orden zu haben v'rmeint, nicht anhören noch aber selbige sprechen wollen, gantz ohnverantwortlicher Weise, vor einen frömbden Richter, der Königl. frantzösischen Regierung zu Pariss, seinen Eyd und Ehr schnurstrackhs zu wider, zu verklagen unternommen, aber das auch ohnangesehen, mehrfältigen Gebietens undt Verbietens, ja mehr als vätterliches Abmahnen undt Verwarren, sich allerhandt verdriesslicher ohnnötiger Handlung bey V'leyhung der Magazin Zehenden und sonst in der Nachbarschaft theilhaftig gemacht, auch endtlichen solche und andere seine hohstraffbare Begangenschafften noch zu rechtfertigen sich understehen, und sogar vor einem versambten E. Grossen Rath alhie, unsern Gnedigen Herren und Oberen, mit gantz ohnbescheidenen, gedacht seinen bürgerlichen Eyd, Pflichten und Gehorsamb widrigen, rebellisch undt auffrührischen Worten und Reden, so schrift- so mündtlich gantz übermüthig, doch übel eingebildter Weise zu behaupten sich gelüsten lassen dürffen, dahero dann hohgedacht Ihr Gn. der Herr Burgermeyster, Klein und Gross Rath dieser Statt, unsere Gnedige Herren und Obern, mehr dann genugsam befügt gewesen, gleich damahlen ab seinem Leyb und Leben, nach Schärffe Rechtens zu richten, gleichwohlen aber ihne Verhafften, vermög dero den 9. 7bis abgewichnen 1641. Jahres ergangener Raths Erkhendtnuss, auss Gnaden der alhiesigen Statt undt Pottmessigkeit, als unserer Gnedigen Herren Burgerrechten, Schutz und Schirms nicht mehr würdig, ewiglichen zu verweisen und noch dazu mit acht-tägiger Gefangenschafft abzustraffen, inmassen dann aber solche weiss-

lich und wohlbedächtlich abgefasste Rathserkhandtnuss er V'haffte selbiger Zeit in Gefengnus alhie kommen und gelegt worden ist, undt aber mehr hohermelt unsern Gnedigen Herren und Obern, als einer milden Obrigkeit gnedig belieben und gefallen wollen, auf beschehenes demütig-fussfälliges Bitten sein des Verhafften armen Weybs und Kindern, und dann beschehene ansehnliche Intercession desselbig Ehren Freundschaft, gegen ihme die Gnad und Barmherzigkeit, denjenigen Extremiteten, so die Schärffe der Rechten sonsten auff sich tragt, vor zu ziehen, der wohlverdienten Gefangenschafft, ledig und zu seinem burgerlichen Haus und Heimbwesen, auss pur lautern, milden Gnaden, widerumb kommen und gelangen zu lassen, welche bewiesene hohe Gnad und aufferlegte gnedige Straff er Verhaffte Zichle mit undertheniger, grosser Danckbarkheyt damalen angenommen, und darauffen ohngezwungen und ohngetrungen, auch aller Banden ledig und los, freywillig einen leyblichen Eyd zu Gott dem Allmechtigen, mit aufgehebtten Fingern und gelehrten Worten geschworen, fürohin die Tag seines Lebens sich ehrlich, redlich, auffrecht undt wohl, wie einem ehrliebenden Mann, gehorsamen Burger und Underthanen eignet und gebüren, zu verhalten und zu betragen, dergleich auff ihne erwiesnen hohsträfflich Sachen und Handlung und in alhiesiger Statt noch in der Nachbarschafft, im Geringsten weder wenig noch viel mehr zu underziehen, noch anzunehmen, sondern sich deren gänzlichen zu aüssern und zu enthalten, auch solche seine aussgestandne Gefengnus und alles was ihme darunder und darinnen begegnet ist, gegen vielhohermelten Herren Burgermeyster und Rath, auch allen ihren Ambtleüthen, Burgern, Hindersessen, Angehörigen, Zugethanen und Verwandten, insonderheit aber gegen denen so zu selbiger seiner Gefangenschafft Rath, That, Hilff oder Vorschub gethan, oder dessetwegen bey ihme in Verdacht sein möchten, in Argem noch Ohngutem, weder mit Worten noch Werckhen, heimlich noch öffentlich, selbsten noch durch andere, nimmermehr zu anden, zu äfern, noch zu rechen. Mit diesem aussgetruckten heytern Anhang, fahls er V'hafte, oder jemandts auf sein Anstiffen, hier wider thun würde, in welchem Weg dz were, dass als dann er Verhaffte, als einen meyneydiger Mann undt Verbrecher der Urphed gehalten und seinem Wohlverdienen nach an Leyb und Leben, ohne alle weitere Gnad gestrafft werden solle, wie dann seine von sich gegebene schriftliche, hochbetewrte Urphed, von Datum den 11. Novemb. gemelts 1641. Jahres in mehreren mit sich bringen und aussweisen thut. Gleich wie nun vermittelst gesagter Urphed und über-

standner Gefangenschafft ihme Verhafter Zichle alle seine vorerzehlte Misshandlungen auss obrigkheitlichen Gnaden verziegen und vergeben, also ist darüber nicht weniger die ohngezweifelte Hoffnung geschöpft worden, er V'haffte Zichle als ein erlebter gestandner Mann, dermahlen in sich gehen, solcher seiner schweren Zusage und höhern Versprechen, ihme und den Seinigen zu selbs eignen Nutzen Folg laisten, undt sich vors köntzig solcher Gestalt einstellen verhalten und betragen, dass man ob Ihme mit Fugen nicht zu klagen, sondern viel mehr ein gnediges Vernügen und Gefallen zutragen Ursach gewinnen werden. Es ist aber er Verhafte so bald auss damahliger Gefangenschafft nicht ledig und auff fryen Fuss gestellt worden, dass er nicht vorangeregt seine geschworne schwere Urphed schändtlichen und eydtbrüchiger Weise übersehen, und bey einer hohlöblichen Generalitet zu Preysach, so schrift- so mündtlichen nicht allein umb Dienst angehalten, sondern auch da er deroselben dess vorgehabten Salpeters Siedens halber mehr versprochen als aber zu laisten in seinem Vermögen ware, seine hohe Obrigkheit darein gezogen, und mit gesparter Warheit vorgegeben, dass ihme ein solcher von unsern Gn. Herren und Oberen abgewehrt und verboten worden, dardurch er dann vorsetzlichen aussert seinem Urphedbruch noch darzu gemeine Statt, seine faule Händel und sich selbst zu beschönen in Unglimpf undt ohnnachbarlich Widerwillen zu bringen understanden.

Vor das Andere, so hatt hohermelter löblicher Generalitet zu Preisach er der Verhafte Zichle sowohl wider die Benachbarte, als alhiesige Burger und Underthanen, wie namblichen selbige auff allerley Weys und Weg zu plagen und zu peynigen, ein weitläuffig und gantz abschewliches *Memoriae* übergeben, in welchem er als der in nechst v'gangenem Jahr, der mit den Königl. Commissarien der 9ten Garben halber getroffenen Vergleich auss seinem ohnrühig Einstimmen, hindertrieben und dardurch sowohl alhiesige Burgerschafft, als die Benachbarte umb ein nambhafte Anzahl Früchten gebracht, under andern bei dem fünfften Puncten vermeldet, weylen man aller Orten noch einest so viel als vor einem Jahr Winter- vnd Sommerfrüchten angesäet, und von dem lieben Gott eine reiche Ernd zu gewarten, ob nicht ein gnedige Herrschafft jeh nach dero Belieben in den allernechsten umb Mülhausen gelegenen Dörffern den militarischen Frucht Zehenden oder Neünte Garben auff dem Feldt, wie vor diesem von der Cron und Reiche Schweden auch vorgenommen worden, in die Statt Mülhausen geführt undt daselbsten in dess Johanniter Hofes und dess Praelaten von Lützel Schewren (weyl sie in der frantzösischen

Protection) aussgetroschen und folgendts durch die Landtbawren zu dem Magazin geführt werden könnten. Ab welchem Memorial dann neben deme dieser Pass mehrentheils alhiesige Burgere, als die in den benachbarten Dorffschafften die meiste Güter bawen, zum grösseren Theil berühren thut, die hohermelter löbl. Generalitet selbst ein besonders Missfallen getragen, und selbiges, umb auff sein dess verhaften Zichlins Person und bosshafter Vorhaben desto bessere Achtung zugeben, unsere Gnedigen Herren und Obern *in Originali* zugesandt und communiciret hatt.

Undt wiewohlen vor das Dritte in alhiesigem Burgereyd, welcher er Verhafter Zichle bey achtzig mahlen mit auffgeben (*sic*) Fingern geschworen, gantz heylsamblich versehen, dass er umb alle und jede Sachen, so sich alhie gemacht, es seye mit Weyb oder Mann, vor Rath oder Gericht, alhie zu Mülhausen, dahier dann solche Sachen gehören, Recht geben und nemmen, und sich dessen in allweg benügen lassen, auch ihme deren keine vorbehalten wolle, untz er von dieser Statt kommen und nicht mehr alhie were, so erscheint sich jedoch auss denen hinder ihme Verhaften Zichle gefundenen Schriften, dass er nicht allein in A^o 1631 seine natürliche von Gott ihme vorgesetzte Obrigkeit, als einen absolut freyen Stand, welcher negst Gott keinen höhern erkennet, umb allerhand erdichter, nichtiger, grund- und bodenloser Forderung und v'meinter prætentionen willen, seine verstorbenen Eltern Erb- und Verlassenschaft betreffend, vor dem Kayserlichen Cammer Gericht und dem Fiscal zu Speyer, wider einer Statt Mülhausen von verschiedne römischen Kaysern und König habende verschiedne stattliche *Privilegia*, Begnadigungen und Freyheyten, zu beklagen vorgehabt, sondern es hatt auch er Verhafte, gleich alsobalden und nur zehen Tag nach geschworner vorangeregter seiner Urphed im Novembris mehrgemelten 1641. Jahres, solches sein in A^o 1631 gefasstes gottloses, diesen ganzen Stand und allen dessen Nachkommen grundlicher Verderben antrohendes Vorhaben, widerumben herfür gesucht, einer frische Schrift naher bemeltem Speyer angestellt, dardurch ein Statt Mülhausen gar und gantzlichen auff den Boden umb zu kehren, ja, das Kind in Mutter Leib zu verderben understanden. Da doch er Verhafte Zichle in seinem selbst Eignen überzeugt, dass auff Absterben weiland seines Herrn Vatters, als dessen Schuldenlast das hinderplieben Vermögen weit und umb ein nambhaftes überstiegen, ihme und seinen Geschwistrigen auss Gnaden und freywillig viel ein mehrers ane Kleinodien, der Bibliothec und sonst der Bellegardischen von unsern Gn. Herren und Oberen

geschenckt und v'ehrt worden dann sie aber verdient haben, oder jehmahlen würdig gewesen.

Zum Vierten so setzt er V'hafte Zichle, in vorangeregt seinem letztem Schreyben, vom 20. Nov. A^o 1641, gehn Speyr, diese merkliche und hohnachdenkliche Wort, obschon ein geraume Zeit die Sachen angestanden, verhoffe er daz man solche Klägten gern anhören und die geliebte Justitiam hierüber ergehen lassen werde, dann er sonst noch mehr andere Sachen, so der Feder nicht zu trawen, anzubringen hette, bey welchem Pass dann er Verhaffte Zichle sich einen schandtlichen abschewlichen Verräthern seines thewr und werten Vatterlandts offentlichen dargeben und anerbietig machen thut.

Endtlichen und vor daz Fünffte, so befindet sich un der sein dess Verhafften durchsehen Schrifften eine über alle Massen schandtlich und ehrverletzliche Pasquill und zu Auffruhr und Meütereÿ anreytzende Schmahschriff, in welcher nicht allein unserer Gnedige Herren und Obern an dem höchsten Grad Ihrer Ehren und hohobrigkeitlich Ansehens gantz unverschuldter Weise angegriffen, sondern auch andere ehrliche undt theils wohlverdiente, sonderbare Standts-glieder und Privat Personen, gantz schimpfflich ehrvertzlich (*sic*) und hohschmählichen angezogen und verlästert werden.

10.

Den frommen, ehrsammen und waisen, unseren insonders gueten Freunden und getrewen, lieben Eidtgnossen, dem Burgermeister und Raht zue Mülhausen.

Den 25ten Juny 1642.

Unser freündtlich willig Dienst und was wir liebs und güets mögen zuevor, fromb, ehrsamb undt weiss, insonders guet Freündt und getrewe liebe Eydtgnossen.

Wir haben Ewer vom Widerbringern diess an unss abgelassenes Schreiben zue recht geliefferet empfangen, und daraus, was Eüch unsere g. l. E. und Religionsgnossen, mit Zuziehung eines ehrsamen Grossen Rahts, und der Sechslëuth von allen Zünfftenn, bewegt und veranlasst habe mit gemeinem Urtheil zu erkennen, dass der bey Eüch in Verhafft ligende Hanss Philipps Zichle, vom Leben zum Tod gerichtet und abgestrafft werden solle, Ablesens mit mehreren gnugsamb verstanden.

Wann aber wir uns annoch erinnerlichen zue berichten, dass so

wohl vor als bey Heraussleüfferung besagts Zichles, ausstruckenlichen gemeldet, auch Eweren Herren Abgesandten angezeigt worden, dass zwar wir ihn Zichlin, Euch gegen gebürendem *Revers* abfolgen zuelassen kein sonder Bedenckens getragen, jedoch unss dessen versehen thüegen, da wider desselbigen Leib und Leben verfahren werden sollte, Ihr unser g. l. E. ein solches mit Vorwüssen und Willen übriger evangelischer Stätten, thuen und vornemmen werden; so haben wir nicht fürüber geköndt, Euch ein solches nachmalen wohlmeinend zu Sinn und Hertzen zue legen, doch dabey Euch das Wenigste nicht vorschreiben, sondern alles dero *Discretion* anheimb stellen wollen. Im übrigen die hinder der Würthin zuer Gilgen verbliebene Schrifften und Sachen belangend, haben wir also balden desswegen Ordre verschafft, und die Würthin für uns bescheiden, die dann vorgeben, dass nach sein Zichlins Beyfängung in einem ungewohnlichen Winckel ein Peterthalben, darinn ein Mantel und unterschiedliche Schrifften gewest, seye gefunden worden, welches alles, aussert einem Bahr Pistolen so besagte Würthin, umb Willen er Zichlin sambt seinem Sohn ihro noch für Zehrung schuldig, inbehalten, wir abholen, und neben ordenlicher Verzeichnus was darinnen sich befunden, Ewerer Leüffersbottenn aufgeben lassen. Woltens Euch unsere g. l. E., denen wie wir allweg alle eydtgnossische Liebe und Freundschaft zue erweisen willig und bereit, zue begerter Widerantwortt nicht verhalten, Göttlicher Obacht uns damit allerseiz wohlbefehlendt.

Den 25. Juny 1642.

Burgermeister und Raht
der Statt Basell.

* * *

Folgende Schrifften haben sich in Hannss Philipp Zichlins Wattockh befunden :

Ein Schreiben ahn ihne Zichlin, von Wolffridrich Löscher, auss Breisach, datirt 23. April 1642.

Lit. A. — Ein Paquetlin, überschrieben :

Verzeichnus deren Abropirten fünf unterschiedlichen Schreiben ahn die Hr. Hofmeistere in Zürich abgangen, wie hierin zuersehen.

Lit. B. — Ein Päcklin, dabey ein Rodul, überschrieben :

Ordentliche Verzeichnus
derjenigen Gühteren, welche Niclaus Mezger see. zue Richsen

- hinderlassen : welche von Wort zue Wort auss seinem Schuld- und Zinssbuch alhier eingeschrieben worden, den 5 9br. A. 1639.
- Lit. C. — Etliche Schreiben, die Zichlin mit Hr. Christoff Ringlern wegen Schweinen gewechselt.
- Lit. D. — Ein ander Paquet Schreiben, und syncificirten Rechnungen, betr. ermelten Hr. Ringlern und Hr. Jacob Karchern von Strassburg.
- Lit. E. — Ein Verzeichnus der Gühtern zum Rohten Hauss.

Ferners in einem eingewickelten Pappyr und Säcklin befinden sich folgenden Schriffthen :

- N^o 1. — Ein specificirte Verzeichnus deren Ahnsprachen, wass weiland des alten Statschreibers Hanns Geörgen Zichle see. zu Mülhausen seinem Sohn Hanss Philippen, ahn seine Gn. Hr. der Stadt Mülhausen noch zuefordern und zue prætendiren hatt.
- N^o 2. — Abschrift der Supplication, so ahn die Hr. der Stat Mülhausen abgangen und præsentirt worden. Underm dato den 4. 9br. 1641.
- N^o 3. — Copia Schreibens von Hr. Resident Mockel und Hr. Rentmeister Ludwig Frizen ahn Hr. Burgermeister und Raht der Statt Mülhausen. Under dato 10. Marty A. 1634 abgelaufen.
- N^o 4. — Vitimirte Copia Hr. Residenten Mockels zue Benfelden gegebenen Urkhundts.
- N^o 5. — Underthänige *Supplication* Hanss Philipp Zichle, Burger und Kay: Not. zu Mülhausen, ahn loblichen Magistrat der Stat Bern.
- N^o 6. — Specificierte Verzeichnus aller Ansprachen, wass weiland des alten Statschreibers Hanss Georg Zichlin see. ahn die Hr. der Statt Mülhausen noch zue fordern hatt, sambt einer Copia eines Missivschreibens.
- N^o 7. — Ein Verzeichnuss des *Prioritet* der Orthenburgischen Creditoren.
- N^o 8. — Ein Passzettul von der Statt Mülhausen für den Zichlin uff Bern.
- N^o 9. — Ein Handtschriffthin von Dürrenbeckh über 20 *fl.* Gelts.
- N^o 10. — Ein Brieflin von Samuel Law auss Burgdorff.
- N^o 11. — Eingang und Beschluss eines Testaments, Bereins und Copia eines Gwaltbriefs.
- Item ein schwarzer Sommer Mantel.

Bezeugt
Canzley Basel.

11.

Den frommen, fürsichtigen, ehrsamen und weisen Herren Burgermeister und Raabt der Stat Müllhusen unsern insonders gutten Freüden und getrewen lieben Eidtgnossen ¹⁾.

Unser freündtlich willig Dienst und Gruss, fromm, fürsichtig, ehersam, weiss, insonders güet Freüden und getrew lieb Eidtgnossen.

Was Ihr unser getrew, lieb Eidtgnossen an uns langen lassen, und von eweren ungehorsamen Burger Hans Philipp Zichle berichtet, haben uss ewerm an uns abgangnem Schreiben weitläuffig wir vernommen. Wan Ihr dan seine Misshandlungen dermassen bewant und durch gemeine Urtel würdig befunden, das er darumb am Leben gestrafft werden soll, wöllen wir der von Eüch gefälten Urtel kein Eintrag thun; sonder viel mehr in dem Versehen stehn, Ihr also procetirt haben werdet, das es dem Rechten und Gerechtigkeit gemess; wie wir dan E. V. G. L. E. hiemit alles überlassen und heimbstellend. Wir wünschen von dem getrewen Gott das er Eüch in seinem gnädigen Schutz sampt uns allerseits woll erhalte. Datum und in unser aller Namen mit unseres hochgeehrten grossgünstigen Herren Salomon Hirtzels, Burgermeistern lob. Statt Zürich Ringpittschafft verwahrt zu Baden primo July Ano 1642.

Ewer zu dienen wollgeneigte

Von Statt und Landen Zürich, Bern, Glaris,
Basel und Schaffhausen Rahtsbotten zu
Baden ins samt.

12.

Den albiesigen Pfarrherrn Intercession für den gefangenen Hans Philipps Zichle.

Vor Grosse Rath abgelesen Mittwoch den 15. Juny Ano 1642.

Alle Gnad und Barmhertzigkeit Gottes, unseres miltreichen Vatters, Heilands und Trösters, samt unseren underthänigen Diensten stäts zuvor.

Woledle, ehrenfeste, hochgelehrte, fromme, fürsichtige, ehersame und weise, gebietende, hochehrende, Gnädige Herren: wie ungeru wir daran kommen und ewere ehersame Weissheit bemühen, sonderlich in dergleich wichtigen Sache, betreffend den gefangenen Hans Philippen Zicklin, da zuwünschen, er hätte sich also verhalten, dass

¹⁾ Une annotation sur le dos de cette lettre dit: *Die HH. Eydgnossen consentiren dass Hans Philip Zichle hingericht werden möge.*

Vor Grosse Rath verlesen Montags den 4. July 1642.

man sich seiner zuerfrewen und nicht zubetrüben hätte; jedoch haben die vilfaltige Threnen und hertzliche Seufftzen seines Sohns diese kurtze Intercession uns wider Will ausgepresset, also dass wir aus inniglichem Mitleid getrungen, mit ihm den sehr betrüben Supplican, insonderheit so vile erwachsene Söhne, unsere Gnädige Herren underthänig bitten, durch die Sanfftmütigkeit und Lindigkeit Jesu Christi, wie Paulus redet, umb Gnad, Milte, Sanfftmütigkeit und Lindigkeit gegen dem fussfällig umb Gnad, Barmhertzigkeit und Verzeihung bittendem Gefangenen, nach dem der lieb Gott selber mehr zur Gnad und Barmhertzigkeit als Ungnad und Gerechtigkeit geneigt ist.

Das Weiblin von Thekoha in Gottes Wort wurde von David gehöret und verhöret, da sie bate umb Gnade wegen des Absolom: Also haben wir auch ein gut Vertrawen auff die angeborene Miltigkeit unserer Gnädiger Herren, sie werden unsere underthänige Bitt in Gnaden verstehen, hören und erhören.

Ist der Fähler des Gefangenen gross an einem Underthan und Mitburger, so wirt E. E. W. Gnad desto klarer erscheinen, und desto mehr geprisen werden. Er selber wirt, neben Erkandtnus seiner Sünden und der empfangenen Gnad, bekennen müssen, dass er nächst Gott, nicht allein seinen Elteren, sondern auch seiner gnädigen Oberkeit dises noch überig zeitliches Leben zudanken habe. Dahero wirt nunmehr ein besser Geblüt, Liebe und Gehorsam in ihm erwachsen und wirt der lieben Seele zum Besten gereichen, dass er furohin dest fleissiger Gott umb seinen heiligen Geist anruffen wirt.

Welches wir Kirchendiener ihn stäts werden zuerinnern wissen, und darüber alle Gnad Gottes und der Oberkeit ihm hertzlich wünschen, und so vil mehr hoffen, dass eben solche zweyte scharffe Züchtigung und solches verspüreter billicher Ernst ihn nit nur hinfür zuruck halten, sondern gantz witzigen, zu hertzlicher Buss und aller christlicher Gebür selbs treiben, ja sein bald 60jährig Alter fürterhin gegen Gott auch besser bedencken lehren werde.

Es werden auch seine zugleich betagte Fraw, etwan auch eines ansehliches (*sic*) Haubts diser Stadt Tochter, samt sovilen erwachsenen ihre supplicierenden Kinderen neben Anderen, vilfeltige Ursach haben so gnädigen Oberherren auch ihre Lebtag zu danken, desto underthäniger zugehorchen und zu dienen nach aller Möglichkeit, ohn Schonung auch ihres Leibs und Lebens. Und wie wundergrosse Freud im Himmel selber über einem bussfertigen Sünder entsteht, also

werden auch durch den milten Weg vil nun hochbekümmerte Herten
einesmals widerumb inniglich erfrewet werden.

Der heilige Geist Gottes wölle E. G. E. W. zu allem gutem,
christ- und loblichen fürbas gnädiglich regieren, und derselben fer-
ners ein glücksälig Regiment, mit langem gesundem Leben und
stäten Fride, zu gmeiner Wolfahrt vätterlich verleichen. Amen.

Gegäben den 15. Brachmonats im 1642. Jahr, von

E. G. E. W.

underthänigen, willigen Kyrchendieneren

M. Johan Brandmüller,

Johanne Bicaeo,

Daniel Hofern.

13.

An die Stadt Basel

prœmiss: prœmittendis

Nachdeme verruckhter Tagen unser trewloser Burger, Hanss
Philipps Zichle, auf unser fr. eydtgnossisches Ansuchen und Be-
geren, in E. Gn. Statt zur Haft gezogen, und nacherwärts gegen ge-
wohnlichem *Revers* den unsern an Handts gelüfert und verwahrlich
in unser Statt alhero gebracht worden, haben wir darseithero nicht
underlassen über diesem Geschefft alles dasjenige vorzunemmen
und in *Deliberation* zuziehen, was ererst desselben Wichtigkeit und
weites Aussehen, vornemblich aber unsere Pflichten und tragendes
obrigkeitliches Amt erfordert, und dan zu allgemeinem unserm
Ruhestand am vertraglichsten, zumahlen auch bey unserer lieben
posteritet wohlverantwortlich sein möchte. Und zwar bei verschied-
nem *Examinirn* sein dess Verhafften, dessen so vielfaltige hiebevorn
begangene und in seiner Urphed begriffene Fähler, als ihme damahlen
auss Gnaden verziegen und begeben, nicht anregen noch wideräfern
wollen, sondern seine ererst nach beschehenem Urfped Bruch vor-
genommen und verübte Misshandlungen auf nachfolgenden fünf
Puncten principaliter bestehen befunden.

Erstlichen soviel angeregt seine von sich gegebene hochbetewrte
Urphed Nr. 1 betrifft, in welcher er sich mit klaren heitern Wor-
ten aller und jeder frömbden, uns gemeiner unserer Statt zu
Nachtheyl und Schaden gereichender Händel und Herrn Diensten,
gar und gantzlichen entschlagen und deroselben zueüssen und ent-
halten, festiglich versprechen thut, hatt er selbige so bald er nur an

die Luft und auss der Gefangenschaft khommen, gantz freveler mutwilliger Weysse gebrochen, über unser beschehenes Obrigkeitliches, ja vielmehr vätterliches züchtigen, auch ihme und den Seinigen zum Heyl und Besten wohlgemeintes Abwahrnen, newerdigen gelusten lassen bey dess Herrn Ober-*Commendanten* am Rhein und *Gubernatorn* zu Preysach Extz. sich umb Dienst zubewerben, laut Beylag Nr. 2 und dabenebens so wohl wider die Benachbarte Österreichs, als unsere selbs eigene Burger undt Underthanen, wienamblichen selbige auf all Weyss und Weg zu *tribulirn* und peinigen, ein weitläufig und in Wahrheit gantz abschewliches *Memorial*, obangeregter Copey Nr. 2 beygelegt, übergeben, ab welchem gedacht ihr Extz. selbsten ein besonders hohes Missfallen getragen und zu dem Ende, damit wir was er verhoffe, in seinem Schilt führe desto klärlicher sehen möchten, uns solche beede Stuckh *in Originali communicirt* und vertraulich bester Meinung zugesandt haben.

Am *andern*, so hatt er sich nicht vernügt, das verschiedne Jahr als einen ungetrewen Burgern zu *agirn*, in deme er unsere liebe getrewe Burger (als welche in den negst umb uns gelegenen Dörfern, wegen des armen Landtmanns Ohnvermöglichkeit, die meiste Güter umb Zinss bawen) der neunten Garben halb (da sie doch sich mit den darzu verordneten Commissarien bereits desswegen verglichen gehabt) zu verrathen und anzugeben, inmassen sie darauf newen *Accord* eingehen und ererst über dasjenige was sie laut besagten Vergleichs erstattet, auss sein dess Verhaften Anspinnen noch ein nambhaftes ihrer Früchten mit Schmertz ab den Kästen hergeben müssten, sondern es vergisst derselbige seiner selbsten auch so weit, dass er in bemeltem *Memorial* bey dem fünften Puncten setzen darf, weil man aller Orthen noch eines so viel als vor einem Jahr Winter- und Sommerfrüchten angesäet, und von dem lieben Gott ein reiche Ernd zuerwarten, ob nicht ein gnädige Herrschaft jeh nach ihrem Belieben, in den allerneusten umb Mülhausen gelegenen Dörfern den *militarischen* Fruchtzehenden oder neüntem Garben auf dem Feld, wie vor diesem von der Cron und Reiche Schweden auch vorgenommen worden, in die Statt Mülhausen geführt und daselbsten in dess *Johanniterhoofs* und dess *Prælaten* von Lützel beede Schewren (weylen sie in der Cron Franckreich *protection* seyen) aussgetroschen und folgendts durch die Landbawren zu dem *Magazin* geführt werden köndten. Bey diesem *Puncten* nun wirdt er abermals zu einem Verräther an seinen Mitburgern, als die wie gemelt gehörter Orthen das meiste angeblüemet und understehet zugleich eine Statt

Mülhausen, bey ersterwehnten beeden Orden, sambt der Österreicher. Nachbarschafft, in mehrern Widerwillen und Weitleüffigkeit zustürzen, wie dan hochedelgedachter Herr *Gubernator* uns über diesem selbst andeüten lassen, ihre Extz. hetten biss *dato* sich bearbeitet und noch uns bei der *Neutralitet* zuerhalten, nun aber hetten wir selbst zu sehen, dass unsere eigene Burgere uns durch dergleichen Grif und Gesüech zu einer Parthey zumachen, sich bosshafterweyse understehen thüegen.

Drittens so handelt er als ein trew- und ehrvergessener Mann, und begeheth das Laster beleidigter Freyheiten unseres Standts und Ansehens, wider seinen in achtzig Mahl geschworenen Burgereydt, welcher under anderm dess aussgetruckhten Inhalts, dass er umb alle und jede Sachen so sich allhie gemacht, vor Rath oder Gericht bey uns dahier dan solche Sachen gehören, Recht geben und nemmen und sich dessen in allweg benügen lassen, auch ihme deren keine vorbehalten wolle, untz er von unserer Statt khommen und nicht mehr allhie were etc., in deme er wie Nr. 3 und 4 zusehen, seine natürliche von Gott ihme vorgesezte Obrigkheit *in Anno* 1631 vor dem Kayserl. Cammergericht zu Speyer zubeklagen, und mit allhand ohngegründten erdichten *Prætionen* und lügenhaften Zulagen zubehelligen und beschmitzen kein Schewens tregt, da doch bekant dass ihme und seinen Geschwistrigen, nach ihres Vatters seeligen Todt, auss Gnaden mehr geschenckht und verehrt worden, dan sie insgesamt würdig gewesen oder verdienet haben.

Zum Vierten lasst er Verhafte diess sein gottloses und unserer Statt gründverderbliches Vorhaben de Anno 1631 nicht ersitzen, sondern wie Nr. 5 zuerkhennen, hatt er selbiges *in Anno* 1641 und zwar erst 10 Tag nach geschworener Urphed durch Schreyben widerumb hervorgesucht und in selbigem vermeldet, dass zu Speyer man solche seine Klägen gern anhören und die geliebte *Justitiam* gegen uns hierüber ergehen lassen werde, dan er sonst noch mehr andere Sachen so der Feder nicht zutrawen anzubringen hette. Ob nun dieser Böswicht, da derselbig durch Schickhung Gottes dess Allmechtigen und dan E. Gn. freündt-eydtgnossische Wilfahr und Vorschub nicht so wunderlich zur Hand und Haft gebracht worden, nicht vorgehabt sein thewers werthes Vatterland gar und gantzlichen umbzukehren, ja das Kind im Mutter Leyb hinzurichten, das kan jeder Verstandige ohnschwer abnemmen und vermerckhen.

Vor das Fünffte befindet sich under dess Verstrickhten Schrifften, eine gantz ehrverletzlich, schandliche Passquill und Schmaachschrift,

darinnen nicht allein wir die Obrigkeit am höchsten *Grad* unserer Ehren ohnverschuldter gantz meütisch- und aufrührischer Weyse angegriffen, sondern auch ehrliche wohlverdiente *Privat* Personen, neben ihren Weyb und Kindern, über alle Massen schimpflich und hochschmählichen, jedoch alles ohne Grund, auss einem erbitterten hässigen Gemüeth und Hertzen angetastet und gelestert worden; so wir aber erheblicher Ursachen willen, und damit solches nimmermehr an das Licht khomme, hinweg und auss dem Gesicht thun lassen.

Gleichwie nun vorgesetzte fünff *puncten*, deren aller der Verhaffte durch sein eigene Hand überzeugt, an sich selbst überauss wichtig, uns und gemeinem unserm Wohlstand höchstschädlich und darunder kein einiger durch welchen Er Gefangene nicht sein Leyb und Leben verwüerckht, als da ist der Urphed Bruch, Verrätherey seines Vatterlands, seines Negsten und Mitbürgers, das Bekhümmern seiner ordenlichen Obrigkeit an ein frömbdes und zumahlen das Speyrische Cammergericht, damit Er dan das *Crimen* verletzten Ansehens derselbigen und unsers Standts Freyheiten begangen, und letztlichen das gemachte *Pasquill* und Schmachcarten, übriger seiner begangenen ohnzahlbaren Bubenstückhen geliebter Kürtze willen alhie zugeschweigen, also haben wir eine Nothdurft ermessen, nach vielfaltig reiflicher Beratschlag- und Erwegung gantzer Sachen, dieselbige einem gesambten ehrsamen Grossen Rath, mit Zuziehung der Sechs Leüth von allen Zünfften, nach beschehener Ablesung angezogener Schrifften in *Originali* nachlengs und dero *Importantz* vorzutragen, die haben nun gleich wir das Geschefft sehr gefährlich und dess Verhafften *Machinationes*, Verbrechen und Missethaten, erschrockhlich, abschewlich und dess Todts würdig befunden; dan obwohlen in Bedenckhen gezogen werden möchte, ob nicht etwan der mildere Weg zugehen (der uns in Wahrheit da es jeh sich thun und *practicirn* lassen wolte, nicht entgegen) und der Bestrickhte mit ewiger Gefangenschafft anzusehen were, so eräügen sich jedoch dabey zwo merckhliche *Considerationes*, umb welcher Willen darzu nimmermehr einzurathen: die Erste ist, dass wir bey solcher ewiger Gefangenschafft keine *Clementz*, sondern ein ohnaufhörlich, biss in die Grueben wehrende Pein und Marter befinden, die Andere aber, und da wir die Erste fallen lassen wolten, ist dass die Beysorg zutragen, wie gut und wohl wir denselbigen auch verwahren liessen, uns jedoch der Stahel immerfort in der Seiten steckhen verbleiben, und er Verhaffte als ein arglistiger bosshaffter Mensch, mit Lenge der Zeit etwan ausbrechen und alsdan den gantzen Schlamm seines untrewen und ohne alle gegebene Ursach

wider uns verbitterten Hertzens gar und gantzlichen auf einmahl aussschütten, und das Letzte ärger als das Erste machen möchte, wie er dan kurtz verrückhter Tagen auss unserm Walckhenthurm, einem merckhlich starckhen Gebäu, zu entfliehen understanden und bereits ein Ellen dickh in die Mawren hinein gebrochen hatt, inmassen hierauff mit gemeiner Urtheyl erkant worden, dass dieser Verhaffte Zichle, als ein fehdbrüchiger meyneydiger Mann, Vatterlandtsverräther, Verletzer der Freyheiten und Ansehens seiner hohen Obrigkeit, auch *diffamant*, von dem Leben zum Todt gericht und abgestrafft werden solle. Sonsten wirt E. G. Rathsknecht Johann Klein Bericht zu geben wüssen, als man bey der *Captur* dess Unsern seinen Schrifften Nachfragens gehabt, die Würthin zur Gilgen selbige verleügneth, mit Vermelden, dass Sie dergleichen nichts in ihrer Verwahrung hette; nun gestehet der Verhaffte selbst, dass etliche Rechnungen Herrn Christoph Ringlern, Herrn Jeremiam Fäschen und die Herren Hoofmeistere von Zürich betreffend, neben einem ihme zugehörigen Mantel, hinder bemelter Würthin ligen thüegen, und wir dabenebens die eüsserliche Nachricht, ob solten sich bey selbigen drey zu höchsten Schaden und Nachtheyl unserer Statt angestellte Schreyben, in welchen erschrocklich und ohnverantwortliche Sachen zusehen befinden, wesswegen E. G. wir hiemit fr.-eydgnossisch ersuchen, die geruhen uns zu besonderm Wohlgefallen solche Schrifften in besagter Herberg abfordern und uns durch Zeigern, unsern zu einigen abgefertigten Leüfferspotten, ohnbeschwert gg. zukommen zu lassen. Das seind gegen E. G. wir hingegen dienst-freundt.-eydtgnossisch zu erwidern gantz willig und bereit, und thun dabenebens dieselbig dem wohlbewahrenden Gnadenschirm dess allgewaltigen Gottes zum trewlichsten empfehlen.

Datum den 23. Juny 1642.

E. G. Dienst- gutwillige
Burgermeister Klein und Gross Rath
der Statt Mülhausen.

